

# SOUTENIR

Le magazine du Commissariat des armées N°27 Octobre-Décembre 2023



**EN MER  
OU DANS LES PORTS,  
les défis du soutien**

# ENGAGÉS AUX CÔTÉS DE CEUX QUI FONT TRIOMPHER LE COLLECTIF.



Soutien historique du rugby français depuis plus de 35 ans, GMF s'engage

en tant que Sponsor et Assureur Officiel de la Coupe du Monde de Rugby 2023.



ASSURÉMENT HUMAIN

ENGAGÉS POUR  
LE *Collectif*

# ÉDITO



Le commissaire général de deuxième classe Sylvie PION  
Directrice de l'École des commissaires des armées



**L'esprit de corps se construit à Salon-de-Provence par l'effort individuel, moral et physique, ainsi que par la valorisation du groupe.**

L'École des commissaires des armées a procédé à l'incorporation des nouvelles promotions depuis mi-août 2023 alors qu'elle célèbre ses 10 ans d'existence à Salon-de-Provence. Depuis sa création, l'ECA, opérateur de formation du SCA comme l'ESCA et le centre de formation de Roanne, a considérablement fait évoluer le contenu de ses enseignements et ses modes d'acquisition, en cohérence avec les objectifs stratégiques du SCA et les besoins des armées et services.

Chaque année, l'École forme 250 élèves en formation militaire initiale et 900 cadres en formation continue. Les effectifs en formation initiale ont quadruplé, ce qui a conduit à repenser les responsabilités des commandants de promotion et à adapter l'organisation et le fonctionnement de l'École.

Les promotions et l'esprit de corps se construisent à Salon-de-Provence par l'effort individuel, moral et physique, ainsi que par la valorisation du groupe. Le parcours de tradition est émaillé de moments fédérateurs comme la présentation au drapeau de l'École, la remise des épées d'officier, le baptême de promotion ou le défilé du 14 juillet. L'identité se construit à partir du nom de promotion, du chant et de l'insigne qui en découlent.

L'augmentation forte du nombre de séquences terrain vise à renforcer la militarité par une meilleure acquisition des actes réflexes et une plus grande rusticité. Certains élèves en scolarité sont intégrés au soutien d'opérations ou d'exercices comme RÉSILIENCE ou ORION, et l'ECA étudie désormais l'intégration d'élèves en scolarité à des détachements opérationnels.

La formation s'est recentrée sur les enjeux métiers concrets des premiers postes et sur les pratiques relatives aux RH et au management, la gestion de crise ou la conduite de projet qui constitue désormais un module mobilisant les élèves sur des thématiques directement déclinables au sein du Service. Des mises en situation viennent compléter le dispositif comme l'exercice de synthèse OTTER, qui allie l'apprentissage des savoir-faire professionnels en opération aux actes élémentaires du combattant. D'autres domaines tels que les achats et l'exécution financière, la logistique, la connaissance des statuts du personnel civil ou les situations managériales font l'objet de mises en pratique.

La crise COVID a constitué un accélérateur de la transformation de l'école par le développement de l'enseignement à distance, notamment en formation continue, et la consolidation du rôle des référents de l'École, intervenants initiaux au titre des différentes fonctions.

Ancrée au cœur du SCA, l'École fait appel aux autorités et experts du Service pour approfondir les enseignements des référents *via* des conférences de clôture d'unités d'enseignement et sollicite les organismes pour accueillir en stage différents profils d'élèves.

Enfin, l'emploi des commissaires dans cinq ancrages impose de compléter leur socle commun de compétences au cœur des écoles d'ancrage par la connaissance des spécificités de milieu ou l'obtention de qualifications opérationnelles requises par les armées.

Dix ans après sa création, l'ECA a pour ambition de former des commissaires et des cadres compétents, à l'aise dans l'exercice de l'autorité, adaptables à leur milieu d'emploi et aux attentes des soutenus.

# SOMMAIRE

## RETOUR SUR L'INFO | 8



- Nimègue : « *Well done, they did it!* »
- À la rencontre des commissaires embarqués sur la mission JEANNE D'ARC
- Le SCA présent aux Journées européennes du patrimoine

## SCA OPS | 14

ORION : anatomie d'un soutien hors norme



## VOTRE QUOTIDIEN | 22

Le SCA « vert » de nouveaux horizons



## FOCUS | 28

Les services locaux du contentieux : défendre les intérêts de l'État



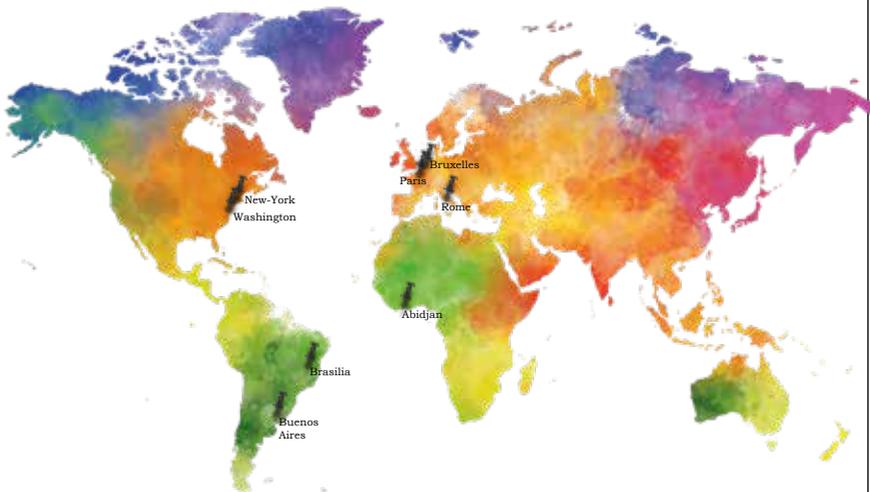
## ÉVÈNEMENT | 32

14 juillet :  
le SCA a mis les petits plats dans les grands



## 10 ANS | 38

Des commissaires tous azimuts



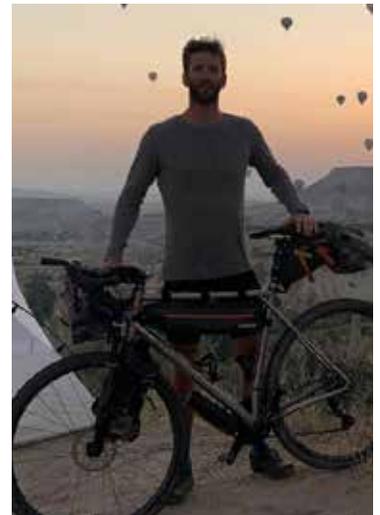
## GRAND ANGLE | 50

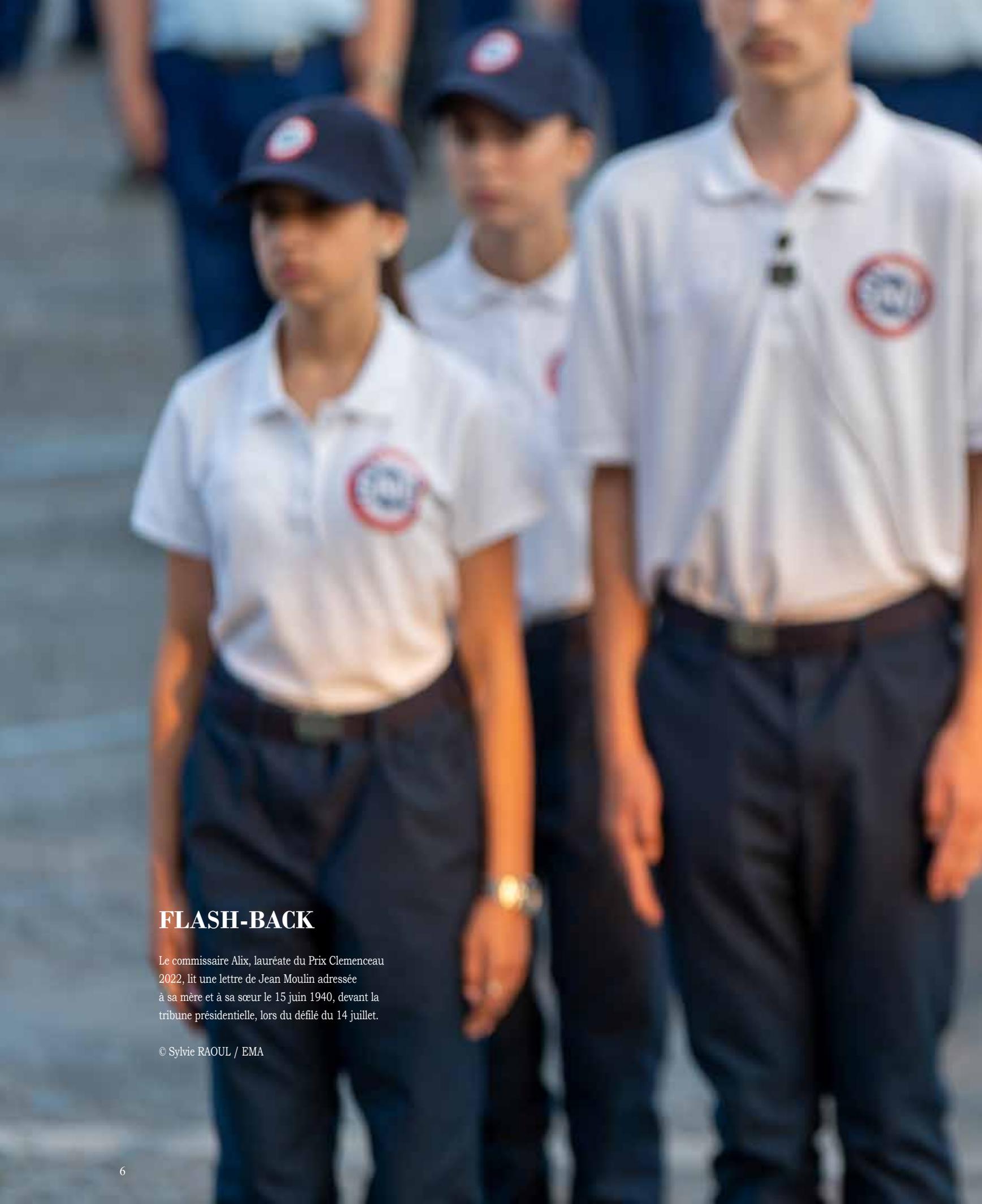
En mer ou dans les ports,  
les défis du soutien



## RENCONTRES | 58

- Lydia, conseillère simplification auprès du directeur central du SCA
- Charles, de commissaire embarqué à cycliste aventurier





## **FLASH-BACK**

Le commissaire Alix, lauréate du Prix Clemenceau 2022, lit une lettre de Jean Moulin adressée à sa mère et à sa sœur le 15 juin 1940, devant la tribune présidentielle, lors du défilé du 14 juillet.

© Sylvie RAOUL / EMA



## Marche de Nimègue : « *We'll done, they did it !* »



Évènement international qui accueille chaque année près de 45 000 participants, dont 5 000 militaires de plus de 25 nationalités différentes, la marche de Nimègue consiste en une marche de 4 jours en circuit en étoile autour de Nimègue. Au total, 166,6 km à parcourir, soit plus ou moins 40 km par jour, sur voie bitumée, en tenue militaire complète avec un sac lesté de 10 kilos. Une belle occasion de tester son endurance physique et mentale, mais aussi de rendre hommage aux soldats morts autour d'Arnhem en 1944 lors de l'opération *Market Garden*. Cette année, outre la participation de l'École des commissaires des armées, trois organismes du SCA ont relevé le challenge de « *the walk of the world* », la marche la plus difficile du monde : les GSBdD de Gap, d'Île-de-France et le CIMCI.

Aventure collective mobilisant toutes les ressources mentales et physiques, la marche de Nimègue fut l'occasion pour les équipes de démontrer leur capacité de résilience dans l'adversité dans un environnement complètement différent de leur quotidien. 160 km de marche qui resteront dans la mémoire des participants des organismes du SCA, marqués par l'accueil chaleureux et l'enthousiasme de la population néerlandaise, venue en nombre chaque jour dès l'aube pour les encourager. À noter également la qualité remarquable du soutien logistique sur le camp militaire néerlandais de Heumensoord, qui accueillait les délégations militaires durant les 6 jours.



## L'ECA fait sa rentrée : la promotion 2023 incorporée

Deux mois après la proclamation des résultats du concours, les 47 élèves qui constituent la promotion 2023 de l'École des commissaires des armées (ECA) ont été incorporés. Démarches administratives et médicales, perception de l'habillement, acquisition des codes de l'officier, signature du contrat, premiers moments de cohésion inter-promotions... l'incorporation est un véritable moment fondateur pour toute nouvelle promotion. Un moment

qui se solde par la cérémonie de remise des insignes et de présentation au drapeau durant laquelle la directrice a rappelé l'importance de leur engagement : « *Cet emblème, auquel vous allez être présentés aujourd'hui, est celui de la Nation toute entière, celui de la République française et celui des armées que vous avez choisi d'administrer et de soutenir* ».

Les élèves de la promotion 2023 vont à présent effectuer leur formation militaire initiale de 3 mois, à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, à l'École de l'Air et de l'Espace ou à l'École Navale, en fonction de leur choix d'ancrage.



## À la rencontre *des commissaires embarqués* sur la mission JEANNE D'ARC



Si certains font leurs premiers pas à l'ECA, d'autres terminent leur formation théorique et générale et vivent leur première expérience opérationnelle. C'est le cas des commissaires-élèves d'ancrage Marine, embarqués sur le PHA Dixmude et la frégate La Fayette dans le cadre de la mission JEANNE D'ARC. À bord, les commissaires coordonnent la restauration (de l'approvisionnement à l'assiette), la gestion du matériel, des finances et des ressources humaines (gestion de carrière, chancellerie, solde). À ces missions, s'en ajoutent d'autres au profit de la vie opérationnelle du bord : les fonctions de chef de quart en passerelle de navigation et de chef de quart aviation. En d'autres termes, les dix commissaires-élèves apprennent à piloter le bâtiment et à contrôler les pilotes d'hélicoptère lors de leurs manœuvres de décollage et d'appontage. À ces nombreuses casquettes s'additionnent les rôles d'officier chargé de la communication (rayonnement des activités de l'équipage), de conseiller juridique et de chef de cabinet du commandant, d'officier de garde lorsque le bâtiment est à quai et de membre de l'équipe de visite quand des contrôles sont effectués par embarcation sur d'autres navires. Le CRG2 PION, directrice de l'ECA, s'est rendue à bord des bâtiments afin d'échanger avec chaque commissaire-élève, lors de tables rondes dédiées ou à l'occasion de quarts en passerelle de navigation ou aviation.

## SAVE THE DATE



**8 décembre 2023**  
Colloque sur l'administration militaire

Plus d'informations à venir sur le site Internet du SCA et sur la page LinkedIn du SCA.

## Le SCAViez-vous ? Le rôle de la CNMSS



La caisse nationale militaire de sécurité sociale existe depuis 1949 et assure les militaires depuis leur engagement, jusqu'à leur départ (retraite/radiation).

Elle protège au total 800 000 personnes - dont les familles et les retraités. C'est le plus grand des régimes spéciaux. Grande différence entre la CNMSS et la CPAM (caisse primaire d'assurance maladie), la première dispose de budgets pour venir en aide à ses ressortissants en cas de coups durs (maladie, handicap mais aussi répit aux aidants, frais d'appareillage, aménagement de logement et de véhicule) : ce sont les aides et les secours financiers, accessibles sous conditions de ressources. Autre spécificité méconnue : tout militaire qui quitte l'institution au bout de 15 ans d'activité sans être assuré par la CPAM *via* une nouvelle activité professionnelle peut demander à revenir à la CNMSS. Pour tout savoir sur la CNMSS et formuler une demande : rendez-vous sur le site [www.cnmss.fr](http://www.cnmss.fr) ou appelez directement un conseiller au 04 94 16 36 00. Et le directeur adjoint de la CNMSS confirme : « *c'est un humain qui vous répondra !* ».

## Inauguration d'**e-HABILLEMENT** par l'armée de Terre et les SIA : *pour bientôt !*

Après l'armée de l'Air et de l'Espace et la Marine nationale, le service e-HABILLEMENT sera prochainement étendu aux militaires de l'armée de Terre et des services interarmées.

Une ambition : mieux servir les soutenus. Comment ? À travers une politique habillement renouvelée. e-HABILLEMENT permet de simplifier le parcours utilisateur : plus simple, plus proche, plus rapide.

## L'HABILLEMENT SE MODERNISE AU PROFIT DE TOUS



**NOTRE AMBITION,  
MIEUX VOUS SERVIR**

UNE POLITIQUE HABILLEMENT RENOUVÉE



## Le *Bleuet de France* fleur de mémoire

Petite fleur emblématique symbolisant la mémoire et la solidarité envers les anciens combattants, le Bleuet de France est porté chaque année, les 11 novembre et 8 mai. Plus d'un siècle après la Grande Guerre, le Bleuet poursuit sa mission de soutien moral et financier en faveur des acteurs des conflits d'hier et d'aujourd'hui. Il apporte également son aide aux veuves de guerre, aux pupilles de la Nation et aux victimes d'actes de terrorisme.

Pendant la Grande Guerre, un phénomène étrange fut observé, le même d'ailleurs que celui remarqué cent ans plus tôt durant les guerres napoléoniennes. Les bleuets - ainsi que les coquelicots et les marguerites - étaient les seules fleurs à pousser dans la terre dévastée par les milliers d'obus qui labouraient quotidiennement les champs de bataille. Fragiles témoignages de la vie qui se poursuivaient malgré tout, ils constituaient l'unique note colorée dans la boue grise des tranchées. Quant à l'origine de l'insigne, on la doit à deux infirmières de l'hôpital militaire des Invalides qui, profondément émues par les souffrances qu'enduraient les blessés de guerre dont elles avaient la charge, décidèrent dès 1916 de les occuper à la confection de bleuets en papier. Face à la nécessité de redonner à ces hommes une place active dans la société, elles relancèrent cette activité à compter de 1925 - date officielle de la création de l'association éponyme - au sein d'ateliers installés à l'Institution Nationale des Invalides. Les vétérans y réalisaient des bleuets dont les pétales étaient en tissu et les étamines en papier journal. Ils étaient ensuite proposés au public à diverses occasions, le produit de ces ventes permettant de récupérer un petit pécule. Le Bleuet devint ainsi au fil des années l'un des symboles forts de la réinsertion par le travail des grands blessés et mutilés de guerre avant de devenir, en 1928, la fleur symbolique des morts pour la France. « *La Nation veut témoigner de sa reconnaissance et venir en aide à ces hommes qui ont sacrifié leur jeunesse à défendre la France* », témoigna le Président Gaston DOUMERGUE. En 1935, le 11 novembre devient officiellement le jour de vente du Bleuet partout dans l'hexagone auquel s'ajoute, à l'issue de la seconde guerre mondiale, un second jour de collecte : le 8 mai.

### Évolution statutaire

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, le Bleuet de France bénéficie d'un statut spécifique, au travers d'un Fonds de dotation dédié. Patrick REMM, président de l'UFTB, est élu président du Bleuet de France, tandis que Véronique PEAUCELLE-DELELIS, directrice générale de l'ONACVG, est élue vice-présidente. Pierre-Emmanuel DE LAFORCADE en est le directeur exécutif. Ses missions : renforcer la notoriété du Bleuet afin qu'il soit reconnu et porté par le plus grand nombre, toutes générations confondues, et augmenter significativement ses recettes. « *Nous comptons environ*

*20 000 bénéficiaires mais souffrons d'un réel déficit de notoriété qu'il convient de combler* », souligne-t-il. « *Notre ambition est de multiplier par trois nos recettes totales actuelles à l'échéance 2024-2025, notamment via le mécénat et les dons défiscalisés...*

*À titre d'exemple, nous en sommes aujourd'hui à environ 700 000 euros de dons du public (collectes du 8 mai et du 11 novembre). Par comparaison, la Royal British Legion récolte chaque année, lors de ses collectes de novembre, plus de 30 millions avec son coquelicot. Sans prétendre atteindre ces sommets, nous disposons d'une belle marge de progression. Nous avons lancé un site Internet ([bleuetdefrance.fr](http://bleuetdefrance.fr)) et envisageons de créer un Label Bleuet de France pour les communes et pour les entreprises, notamment celles des écosystèmes de la Défense et de la santé. De quoi valoriser ce supplément d'âme qui amène les donateurs à aider et accompagner la reconstruction des militaires blessés, des familles endeuillées et des victimes du terrorisme ».*

Près d'un siècle après sa création, nul doute que le Bleuet de France continuera d'incarner ces valeurs de respect, de paix et de tolérance chères à l'ensemble du monde combattant.

**Tout comme la Team SCA sur les 20 km de Paris le 8 octobre 2023, soutenez le Bleuet de France sur : [bleuetdefrance.fr](http://bleuetdefrance.fr)**



## Dans le sillage du corps des commissaires et de l'ECA, l'ACA fête aussi son dixième anniversaire



L'occasion d'un toilettage de son logo, dynamisé et modernisé. Pour mémoire, chaque commissaire des armées, d'active, de réserve, ou ayant appartenu au corps, ainsi que les officiers ayant servi au sein des commissariats d'armées, peut adhérer à l'association des commissaires des armées (ACA).

Pourquoi adhérer ? Pour le rayonnement du corps, la participation à diverses activités et visites, le tout en vue de créer une cohésion transverse et inter-générationnelle et une ouverture sur les profils variés des commissaires. Rejoignez l'ACA !

Pour vous renseigner et adhérer :  
<https://commissairesarmees.wordpress.com>

## LE MAG TV de septembre



À Paris puis à Lyon, on vous emmène à la rencontre de différents acteurs afin de vous expliquer comment les PFC (plates-formes du Commissariat) fonctionnent au quotidien.



Un MAG à ne pas manquer pour se mettre à la page de l'actualité des PFC et se rafraîchir la mémoire depuis l'article qui leur avait été consacré en 2022 dans *Soutenir* !

## Le SCA présent aux Journées européennes du patrimoine

Près de 10 000 personnes ont pu découvrir le rôle et les missions du Commissariat des armées à l'occasion de la 40<sup>e</sup> édition des Journées européennes du patrimoine ! Direction l'École militaire à Paris qui abritait un stand du SCA où se côtoyaient rations, treillis F3, structure modulaire balistique de dernière génération, chaussures de combat, etc. Outre l'exposition des équipements de protection et de soutien du combattant, les visiteurs ont déambulé au travers d'une exposition photos mettant en lumière le corps des commissaires des armées, qui fête cette année ses 10 ans, et découvre le quotidien de ces femmes et hommes qui œuvrent au soutien des forces armées. Et quoi de mieux que de se mettre dans la peau d'un commissaire des armées pour se rendre compte de la réalité du métier ? Expérience rendue possible grâce à des casques de réalité virtuelle qui ont permis aux visiteurs de se plonger dans le quotidien d'un élève-commissaire à l'École des commissaires des armées (ECA). L'expertise et l'amplitude du spectre du soutien assuré par le Commissariat des armées ont été particulièrement remarqués par les visiteurs au cours de ces deux journées.



## AUX QUATRE COINS DU MONDE, les organismes du SCA répondent à l'objectif d'engagement opérationnel du service



### À bord de La Confiance avec le CC1 Tony, cuisinier embarqué



Le caporal-chef de 1<sup>e</sup> classe Tony, affecté à la DICOM-GSBdD de Guyane, a rejoint pendant plusieurs semaines l'équipage du patrouilleur Antilles-Guyane (PAG) La Confiance en tant que cuisinier embarqué. Sa mission ?

Préparer les repas pour une trentaine de personnes, trois fois par jour. Une tâche pas si simple lorsqu'on est en pleine mer : « *La cuisine est située à l'avant du bâtiment, à l'endroit où ça bouge le plus. Cela nécessite d'acquérir certains réflexes, comme par exemple de ne pas mettre à ras bord l'eau des pâtes !* ». Parallèlement aux repas quotidiens préparés pour l'équipage, le CC1 Tony s'est lancé dans des prestations particulières, comme la préparation d'un repas haut de gamme, digne des plus belles tables françaises, pour la réception d'autorités à bord. Une belle démonstration du soutien au plus près des forces.



### La DICOM LRM en soutien de l'exercice IVONDRO



À l'occasion de l'exercice IVONDRO 2023, qui s'est tenu sur la côte Est de Madagascar et a rassemblé des forces des états-membres de la Commission de l'Océan Indien (COI), dont celles des Comores, de Madagascar et les Forces armées de la zone sud

de l'océan Indien (FAZSOI), la DICOM La Réunion-Mayotte a mis en œuvre un Détachement mixte du Commissariat (DMC) pour soutenir les forces opérationnelles. Opérations de dédouanement, installation du matériel de vie en campagne, restauration, planification des transports, finances, conseil juridique... autant de domaines dans lesquels la DICOM LRM a apporté un soutien de taille au profit des forces armées déployées dans la zone sud de l'océan Indien, remplissant ainsi son contrat opérationnel. Petit plus bien apprécié des forces armées : les rations retravaillées et améliorées par les cuisiniers déployés à bord.



### Le GSBdD ISP : opérationnel pour soutenir les aviateurs



En soutien du départ de la mission PEGASE 2023 de l'armée de l'Air et de l'Espace, le pôle Commissariat d'Istres-Miramas du Groupement de soutien de la base de défense (GSBdD) d'Istres-Orange-Salon-de-Provence s'est mobilisé pour fournir un soutien aux 320 aviateurs projetés à partir de la base aérienne 125 d'Istres Le Tube (BA 125). De l'accueil en espace ATLAS

jusqu'à l'hébergement en passant par le transport collectif et l'alimentation, cette manœuvre a nécessité l'implication de l'ensemble des sections sur les deux sites soutenus par le pôle. Une mission qui a prouvé, une fois de plus, la détermination du personnel du GSBdD à soutenir l'activité opérationnelle de la BA 125.

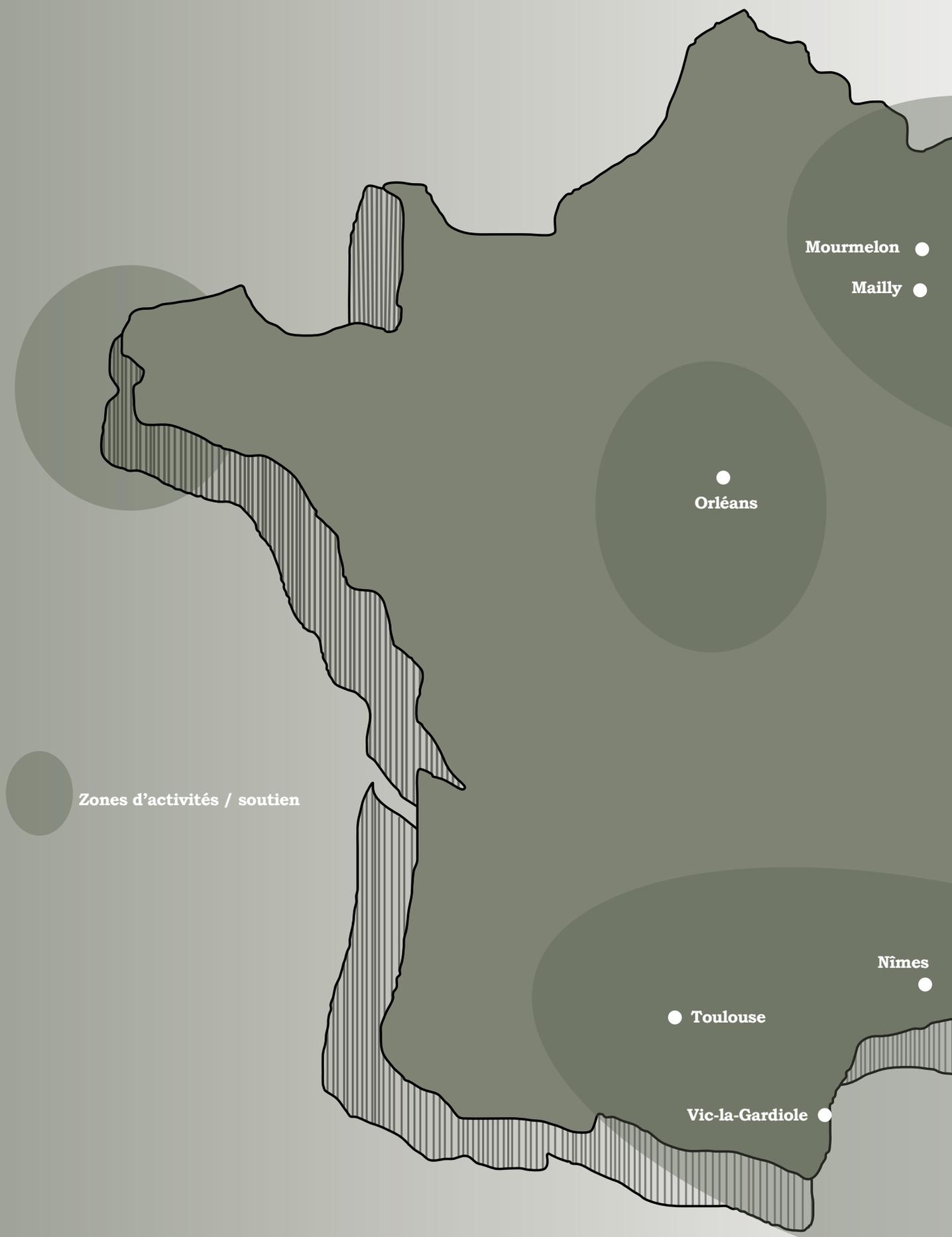


### Le directeur central adjoint du SCA en visite sur la mission AIGLE



Accompagné de la directrice du centre interarmées d'administration des opérations (CIAO) et du directeur adjoint du centre interarmées restauration-loisirs (CIRL), le directeur central adjoint du SCA s'est rendu sur la mission AIGLE afin de rencontrer les acteurs du détachement mixte du Commissariat (DMC), mis sur pied pour soutenir les forces françaises déployées sur place. Après des échanges avec les autorités françaises et roumaines à Bucarest, le DCA s'est rendu sur le camp de Cincu où de nouvelles réalisations ont vu le jour, renforçant la qualité du soutien délivré sur le terrain : doublement des capacités de restauration dans le cadre du mess en opération (MEO) 2.0 et création d'un second camp de toile pour loger 300 personnes, permettant ainsi de soutenir la montée en puissance du bataillon français présent sur place. Un déplacement qui a permis de faire le point sur les actions à mener afin de soutenir dans la durée cette mission exigeante, encore en phase de déploiement, et améliorer le fonctionnement du DMC dans les domaines du soutien Commissariat.







# ANATOMIE D'UN SOUTIEN HORS NORME

**À exercice grandeur nature,  
soutien dimensionnant.**

 **Plus de 20 000 soutenus**

 **12 sites**

 **5 600 tonnes de ressources Commissariat**

 **753 tonnes de rations distribuées**

**Pour soutenir, ils étaient plus de 400.  
Nous sommes allées à leur rencontre.  
Ils nous racontent...**

Rédacteurs : Marion LOTTEGIER, CR2 Émilie ROBLOT





PLANIFIER

2022



« ORION est un exercice triennal de conflit moderne qui a été décidé par le CEMA en 2021. Le but ? Recentrer l'entraînement des armées sur la conflictualité moderne et la haute intensité, accroître l'interopérabilité avec nos alliés étrangers, évaluer les capacités internes de commandement pour une opération d'envergure, et éprouver de nouvelles capacités [...]. C'est le retour des grands exercices sur le territoire national ».

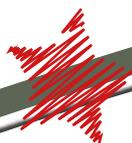
GDI Nicolas LE NEN, commandant le commandement pour les opérations interarmées



« Pour le SCA et pour l'état-major opérationnel du SCA, ORION a revêtu une importance fondamentale. Il s'agissait d'un rendez-vous majeur, et nous l'avons appréhendé comme une nouvelle opération, opération embarquant le Service tout entier, de la direction centrale aux centres interarmées du soutien : cuisiniers, trésoriers militaires, électromécaniciens, sans oublier le personnel civil ».

CRC1 Alexandre, chef de l'EMO-SCA (jusqu'en juillet 2023)

EMBARQUEMENT  
OPÉRATION  
AMPHIBIE



SOUTENIR  
LES UNITÉS  
EN TRANSIT



« Ma mission en tant que détaché de liaison SCA (DL-SCA) sur la zone de regroupement principale (ZRP) de Miramas ? Soutenir la projection dans le cadre de la phase 2 de l'exercice et donc alimenter, héberger, ravitailler en carburant et organiser l'arrivée de l'ensemble du personnel qui a constitué la phase de l'engagement vers la base navale de Toulon. La grosse différence avec ma casquette habituelle de chef de pôle au GS d'ISP ? Le personnel que je soutenais sur ORION : essentiellement des terriens – et non plus des aviateurs ! Et un rythme beaucoup plus soutenu ! ».

CR1 Jules, chef du pôle Istres du GSBdD ISP



« Trois grandes phases nous ont menés à l'exercice ORION 2023 : d'abord la phase de planification et organisation du soutien en amont de l'exercice ; puis une phase marquée par la création et la montée en puissance d'un groupe pluridisciplinaire de planification opérationnelle (GPPO) sur les 11 fonctions du SCA ; et enfin, la phase beaucoup plus concrète de génération de forces et de mise en place des ressources Commissariat. Au total, 500 personnes ont été mobilisées pour soutenir près de 20 000 joueurs et environ 600 containers ont été déployés ».

CRC2 David, chef du bureau plans (S5) de l'EMO-SCA (jusque juillet 2023)

JANVIER 2023

ACHEMINER  
DÉPLOYER  
MONTER  
ORGANISER

FÉVRIER 2023  
DÉBUT DE L'EXERCICE



« Sur la zone de regroupement secondaire de Garons, plusieurs centaines de militaires étaient attendues, avant projection sur l'exercice. Déploiement du matériel Commissariat, montage des camps et coordination des équipes pour, in fine, offrir un soutien optimal et de qualité, furent donc notre principale mission. Les conditions climatiques particulières auxquelles nous avons dû faire face nous ont permis de tester la résistance de notre matériel et de prendre en compte les points à améliorer ».

CR1 Vincent, chef du pôle Nîmes-Garons du GSBdD NLL



« La phase 2 de l'exercice ORION constituait une phase d'entrée en premier. Les équipes du SCA sont arrivées en précurseur, avant les unités opérationnelles, afin de mettre sur pied le camp, la « zone vie ». Les différents types de soutien allaient du RHL - restauration hébergement loisirs - jusqu'au soutien pétrolier. La problématique majeure rencontrée sur le camp des Garrigues, sur l'établissement de la « zone vie », a été celle de l'acheminement de l'eau : n'ayant pas de point d'eau à disposition, il a fallu s'organiser, mettre en place des matériels, des norias pour alimenter nos citernes en eau propre, puis ensuite les évacuer. Notre objectif était d'avoir une zone de vie opérationnelle sur le camp des Garrigues avant le début de l'exercice, peu importe les conditions. Le terrain commande, nous nous adaptions ! ».

CR1 Delphine, chef du pôle Nîmes-Garrigues du GSBdD NLL



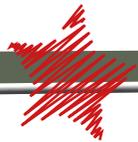
« Nourrir tout le personnel en transit. Voilà ma mission sur la ZRP de Miramas. En cuisine, nous étions 2-3 cuisiniers, auxquels s'ajoutaient deux personnes à la distribution et deux personnes dans les magasins pour la gestion des stocks. Sur l'ensemble de la phase 2 de l'exercice, nous avons nourri quotidiennement plus de 300 personnes, matin, midi et soir. ORION pour moi ? Un enrichissement professionnel avant tout. Je n'avais jamais travaillé sur un Élément lourd de cuisson (ELC) 500, c'est un matériel complètement différent d'une cuisine classique. C'est une cuisine beaucoup plus petite, avec son lot de contraintes et d'aléas. Souplesse et adaptation furent les maîtres-mots pour une mission réussie ! ».

CCH Maxime, cuisinier

**OPÉRATION  
AÉROPORTÉE**

**SOUTENIR  
LES FORCES  
AÉROLARGUÉES**

**DÉBARQUEMENT**



« Qui dit opération aéroportée dit personnel à nourrir sur le site du pôle national des opérations aéroportées (PNOAP) de Cugnaux (31). Nous étions plusieurs à être venus en renfort du 8<sup>e</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de Marine de Castres (8<sup>e</sup> RPIMa) pour armer le mess du 1<sup>er</sup> régiment du train parachutiste (1<sup>er</sup> RTP). Au total, nous étions 14 cuisiniers pour produire chaque jour plusieurs centaines de repas pour les militaires déployés dans le cadre de l'exercice. À l'issue de l'exercice, nous sommes unanimes sur un point : l'expérience acquise grâce à ORION a permis d'acquérir ou de renforcer notre expérience de la cuisine en conditions opérationnelles ».

CCH Benoît, cuisinier en renfort du 8<sup>e</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de Marine de Castres (8<sup>e</sup> RPIMa)

**ÊTRE LEGAD SUR ORION**

Le CRP Olivier a été désigné en tant que LEGAD pour embarquer sur le porte-hélicoptères amphibie Tonnerre : « Bien qu'il s'agissait d'un exercice et que les engagements étaient fictifs, le but était de préparer et de jouer une guerre navale, avec un engagement force contre force. Pour le LEGAD, cela nécessite d'être parfaitement à jour des normes juridiques qui s'appliquent en mer, afin de prodiguer les conseils les plus justes qui soient. ORION a rappelé la nécessité du soutien des forces et du conseil juridique au commandement ».

Cf. SOUTENIR N° 26, page 46.



**DÉPLOYER  
ENTREtenir  
DÉPANNER**



« J'ai participé à l'installation d'un ELC 500 sur le site de Mailly-le-Camp, quelques jours avant le début de l'exercice. J'étais présent durant toutes les phases de déploiement : du choix de l'emplacement, au positionnement et à l'ouverture des 2 conteneurs ELC, jusqu'à la distribution. Pour assurer la bonne mise en œuvre et le fonctionnement permanent du matériel, l'EMF (électro-mécanicien frigoriste) devait être en mesure d'intervenir à tout moment, en journée comme de nuit ».

SCH Marc, ELoCA de Brétigny



« Il était essentiel de fournir un soutien pétrolier pour alimenter les générateurs à air chaud, pour la production des repas et pour alimenter les remorques-douches. Ce fut un honneur en tant qu'ancien militaire, et maintenant civil, de participer à l'exercice ORION. En étant de l'autre côté de la barrière, nous voyons toute l'importance que le civil a dans la mission du soutien à un tel exercice. ORION m'a permis d'acquérir une expérience supplémentaire, de me remettre en question,

de voir mes difficultés et de travailler dessus afin d'être plus opérationnel pour les futures missions ».

Nicolas, responsable installation pétrolière-énergie,  
pôle Garrigues du GSBdD NLL



« Le rôle du commissaire d'exercice sur ORION s'est résumé en deux phases principales. La première commence environ six mois avant le déploiement des forces sur le terrain : c'est une phase de planification au cours de laquelle, en relation constante avec les différents services du SCA, nous avons défini le type de matériel nécessaire pour soutenir plusieurs centaines de militaires. La seconde phase est une phase de conduite en soutien, après déploiement des forces, durant laquelle le commissaire d'exercice coordonne l'ensemble du soutien interarmées. Être commissaire d'exercice sur ORION ? C'est une expérience extrêmement enrichissante, parce que c'était une première en tant que commissaire d'exercice, qui plus est sur un exercice inédit comme ORION. J'ai l'impression d'avoir vécu quelque chose de très fort, dans la mesure où il s'agissait d'une ouverture de théâtre mais également d'une fermeture ».

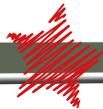
CR1 Romain, adjoint au chef du bureau budget du CIRL



### PAS DE SOUTIEN OPTIMAL SANS ADJOINT DU SOUTIEN DE L'HOMME !

Adjoint du soutien de l'Homme (ASH) ? Le CRP Dzevad nous explique : « Concrètement, il s'agit de suivre, planifier et coordonner la manœuvre du soutien délivré par le service du commissariat des armées dans le périmètre « soutien de l'homme », au profit du niveau tactique et des unités joueuses. Le soutien de l'homme, c'est l'ensemble des activités qui concourent à assurer en tout temps, tout lieu, toutes circonstances le maintien en condition opérationnelle. Cela passe notamment par l'alimentation, l'hébergement, les équipements spécifiques de protection ainsi que ceux d'hygiène de vie en campagne. En tant qu'ASH sur l'exercice ORION, je m'assurais donc que le soutien soit au rendez-vous sur tous les sites sur lesquels les unités joueuses étaient déployées. » Les qualités et compétences requises pour exercer cette fonction ? « Du pragmatisme, de l'efficacité, de la rapidité et de l'ouverture dans la mesure logistique ». Le but ? Mettre à profit les meilleurs moyens et ressources du Service au profit de l'activité et de la manœuvre opérationnelle. En tout temps, toutes circonstances. Objectif atteint.

**BATAILLES  
DE MAILLY, MOURMELON  
ET SUIPPES**



**ASSURER  
LE SOUTIEN VIE**



« Nous avons répondu aux besoins des unités alliées tels que le « soutien vie », les rations, les kits hygiène, etc. Les principaux défis de la mission résidaient dans l'arbitrage des demandes d'achats émanant des unités soutenues, et

dans l'évaluation de la pertinence de ces demandes dans le cadre d'un budget d'exercice qui était défini et donc par nature restreint. Cela impliquait de faire preuve d'objectivité et de réactivité face aux impondérables de l'exercice ».

CR3 Anaëlle, bureau budget/finances du CIAO



« Grâce à la mise en convergence de toutes les compétences, aptitudes et expertises de nos personnels, nous avons relevé le défi. Nous avons été au rendez-vous. L'exercice ORION a uni et fédéré toutes les énergies, il a forgé une dynamique et une force d'ensemble qui tirent chacun de nos personnels vers l'excellence au service des armées. ORION a été une formidable aventure collective. Au-delà de la logistique, l'exercice ORION nous a conduits à réfléchir au retour de la guerre dans des domaines sur lesquels il faudra travailler : la solde, la réquisition, la mobilisation ainsi que les affaires mortuaires ».

CRC1 Alexandre et CRC2 David, EMO-SCA



« S'il y a des petites mains derrière chaque article publié, il y a des petites mains derrière chaque camp monté ou chaque repas préparé. Ce sont ces petites mains que nous avons souhaité mettre en lumière. Il nous tenait à cœur d'aller au contact des souteneurs pour témoigner de l'ampleur du soutien apporté au quotidien par le SCA, rencontrer et valoriser ces femmes et hommes qui ont œuvré au profit des forces. À Vic-la-Gardiole, à Miramas, à Nîmes, à Toulouse, à Vouziers, à Mailly-le-Camp, à Suippes, à Mourmelon ou à Toulon, ce qui nous a le plus marquées, c'est la dynamique, l'implication et l'enthousiasme du personnel. Il y avait une vraie volonté de fournir un soutien de qualité, au plus près des unités, en tout temps, tout lieu, toutes circonstances ».

CR2 Émilie et Marion, DCSCA-COMM

## NOURRIR PRÈS DE 10 000 HOMMES



« Le terrain commande. Nous avons donc dû nous adapter en conséquence pour fournir une alimentation équilibrée et répondant aux apports nutritionnels nécessaires. La plupart du personnel n'avait jamais cuisiné sur un matériel de campagne et n'avait reçu aucune formation au préalable. L'exercice ORION lui a permis de monter en compétences et de gagner en assurance. C'était très formateur. Il y avait une vraie volonté de fournir un soutien de qualité, de proximité, dans tous les domaines. L'ensemble du personnel était à l'écoute des besoins et essayait d'apporter une réponse dans la limite de ses moyens ».

CNE Nicolas, référent RHL de la PFC Est

## OPÉRATIONS AÉRIENNES

## SOUTENIR LES COMPOSANTES AÉRIENNES

« Soutenir les composantes aériennes, notamment lors de l'opération aéroportée, a nécessité de déployer un minimum de ressources extérieures et de s'appuyer sur les existants que pouvait offrir la base. L'essentiel du défi résidait dans l'anticipation, et cela passait par un dialogue continu sur au moins trois canaux : avec les unités soutenues, avec la base aérienne, et avec les autres unités soutenant sur lesquelles nous avons dû nous appuyer pour assurer avec succès le déploiement du dispositif. Et bien sûr avec l'état-major opérationnel du SCA, qui était donneur d'ordre et qui coordonnait le tout ».

CNE Maxime, adjoint chef de pôle Bricy du GSBdD d'Orléans-Bricy



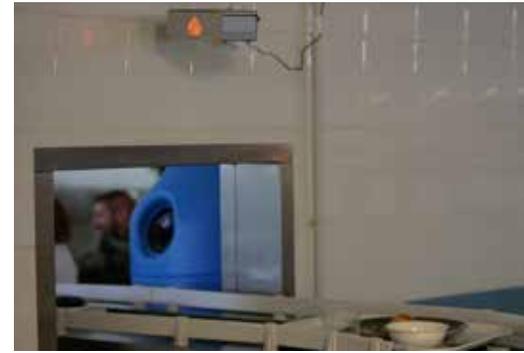
## MAI 2023 FIN DE L'EXERCICE

## ORION, C'EST AUSSI DERRIÈRE LES ÉCRANS



« À l'instar de l'exercice DEFNET et NFT 2022, l'exercice ORION fut très instructif pour le bureau cybersécurité qui, en amont, s'était assuré que les scénarios d'incidents soient sans impact sur les missions du Service. L'intégration d'un scénario en lien direct avec la lutte informatique d'influence (L2I) a démontré que le SCA prend en compte la globalité de l'aspect « cyberdéfense militaire » du cyberspace, et non uniquement la lutte informatique défensive », témoigne le CRP Teddy, chef du bureau cybersécurité de la DCSCA.

Pour sa 10<sup>e</sup> édition, DEFNET a été intégré à l'exercice ORION. Dans ce contexte, un certain nombre d'incidents a été mis en œuvre dans le milieu cyber : compromissions, attaques, tentatives d'intrusions, exfiltration de données personnelles, etc. Les cybercombattants de l'ensemble de la chaîne de cyberdéfense ont dû faire face à des menaces ciblées et attaques simultanées, le tout dans un contexte international fictif. Mission ? Planifier, coordonner et mettre en œuvre des mesures défensives spécifiques en phase avec la réalité de la menace.



## LE SCA

### « VERT »

## de nouveaux horizons

Rédacteur : CR2 Émilie ROBLOT  
 Illustrations : CR2 Émilie ROBLOT ;  
 armée de l'Air et de l'Espace ;  
 JR. DRAHI/armée de Terre

### RÉSILIENCE ÉNERGÉTIQUE DES ARMÉES

Sous le double effet d'une production électrique française parfois insuffisante en période hivernale (indisponibilité du parc nucléaire, production hydroélectrique en baisse) et des tensions sur les approvisionnements en énergie (gaz, pétrole) liées au conflit en Ukraine, le gouvernement anticipe des restrictions d'approvisionnement qui auront des conséquences sur les activités du ministère des Armées et, au-delà, pourront faire peser de fortes contraintes sur leurs activités opérationnelles. Les armées doivent être résilientes face à ce défi majeur.

La sobriété énergétique constitue la première étape de la gestion de cette crise et doit permettre aux armées d'apparaître comme exemplaires afin de continuer à obtenir l'adhésion de la population, tout en maintenant l'activité et la préparation opérationnelle dans un contexte de probables délestages énergétiques (électrique, gazier, pétrolier) dans les années à venir.

**L'objectif ?** Consommer moins, mieux, de manière plus sûre.

**Comment ?** En passant d'une posture réactive à une posture active.

« Ne voyons pas le réchauffement climatique et la dégradation des écosystèmes comme une problématique environnementale seule. Il s'agit d'une problématique globale. Il s'agit tout simplement de la résilience de nos sociétés », a déclaré en 2019 l'ancienne ministre des Armées, Mme Florence PARLY. La démarche de développement durable est devenue un enjeu gouvernemental majeur. Une démarche qui est amenée à transformer certaines fonctions du soutien de manière profonde. La conciliation entre la recherche d'un développement durable attendue par la société d'une part, et les exigences du soutien des opérations en termes d'autonomie, d'efficacité et de résilience d'autre part, constitue un véritable défi pour les armées... et donc pour le SCA.

Cela se traduit par la mise en place d'une stratégie énergétique de défense (SED), éditée en septembre 2022, qui vise à faire de la transition énergétique un atout opérationnel et à renforcer la résilience du ministère.

### TRANSFORMATION DU SOUTIEN

Concentré sur sa finalité de soutien, le Commissariat des armées a tout intérêt à anticiper et à accompagner de manière proactive la transition verte, afin de l'inscrire dans le cadre du contrat opérationnel et de proposer des solutions pertinentes auprès de l'état-major des armées.

Un défi que relève le SCA à travers un panel d'expérimentations et d'actions mises en œuvre dans un ensemble de fonctions : alimentation, habillement, gestion des déchets, biodiversité ou encore mobilité. « Tous les projets portés par le Service sont majoritairement pensés par nos acteurs locaux. À ce titre, il est important que chaque chef d'organisme fasse preuve d'innovation et réalise des expérimentations. Expérimenter nous permet de trouver des solutions extrêmement intéressantes, de voir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. C'est la seule vraie méthode pour avancer »,

souligne le CRG2 Jérôme, ancien référent développement durable auprès du directeur central du SCA.

*NDLR : l'ensemble des fonctions Commissariat précédemment citées, dans lesquelles sont mises en œuvre des expérimentations, ne sera pas abordé dans cet article. Rendez-vous dans un prochain Soutenir pour en savoir plus sur la gestion des déchets, la biodiversité et la mobilité.*

## DE L'ÉQUILIBRE DANS VOS ASSIETTES

37 millions. C'est le nombre de repas servis chaque année au sein du ministère des Armées. Soit en moyenne 100 000 repas par jour.

*revient du repas. Pour maîtriser ces coûts, nous demandons aux équipes de changer leurs pratiques en cuisine et de proposer des produits labellisés. De plus en plus de produits proviennent du terroir et sont issus du circuit court. Par exemple nous demandons aussi aux équipes de travailler sur les grammages des recettes en substituant certains produits onéreux (comme les produits carnés) par des produits plus accessibles (comme les légumineuses). Cela permet de proposer aux convives une offre de qualité, en quantité suffisante, qui répond aux besoins nutritionnels des soutenus et cela dans la maîtrise des coûts », explique Marie, affectée au centre interarmées du soutien Restauration et Loisirs (CIRL).*



Un chiffre qui le place en 5<sup>e</sup> position sur le podium de la restauration collective en France. L'approvisionnement durable, le gaspillage alimentaire, la suppression du plastique : trois objectifs fixés par la loi EGAlim, auxquels doit répondre le SCA.

En premier lieu, cette loi impose que 50% des produits soient issus d'une agriculture durable (12 labels et mentions éligibles), dont un minimum de 20% de produits issus d'une agriculture biologique. Où nous situons-nous ? Si nous étions à 36% d'approvisionnement durable en 2022 contre 27% de moyenne nationale (source : *macantine*), la barre des 40% a été atteinte cette année ! Plus de 80% des approvisionnements sont opérés auprès de l'Économat des Armées (EdA). Les 20% restants sont pratiqués auprès d'acteurs locaux, pour respecter aussi les axes d'EGAlim.

Se placer parmi les bons élèves a un coût. Si le prix de revient du repas était au départ de 3.10 € HT, la reprise économique post-COVID, la grippe aviaire, les avaries climatiques, le coût du fret mais surtout l'intégration de produits labellisés l'ont revalorisé de 12%. « Tous ces facteurs rendent difficile la maîtrise du prix de

Il existe un autre levier pour absorber les coûts : l'offre végétarienne. En plus de répondre à une demande, de respecter l'environnement et d'être obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, elle permet de réduire les surcoûts liés aux produits labellisés et à l'inflation. Consommer bien, ce n'est pas forcément consommer plus cher !

Alimentation durable et offre végétarienne sont synonymes de nouvelles recettes. Cela implique de former et sensibiliser le personnel à la connaissance des labels et mentions et à l'apprentissage de recettes répondant à ces critères.

Pour ce faire, il existe une offre de formation dite « restauration responsable ». « Nous imposons de manière progressive l'offre végétarienne quotidienne à l'ensemble des restaurants, le temps d'élaborer les recettes et de former le personnel. Nous faisons appel à des marchés de formation pour intégrer les produits labellisés et des recettes végétariennes. Cela passe par du e-learning ou une formation en direct avec le prestataire qui se déplace sur site », complète Marie.



La loi EGalim, renforcée par la loi Climat et Résilience, prévoit la réalisation d'un bilan annuel statistique de la mise en œuvre des obligations prévues par la loi. Concrètement, l'ensemble des responsables légaux et des gestionnaires publics et privés des services de restauration collective doivent désormais déclarer leur taux d'approvisionnement durable sur « *Ma cantine* », un service numérique opéré par le ministère en charge de l'agriculture avec l'appui de la Direction Interministérielle du Numérique (DINUM). Son objectif : accompagner la transition alimentaire des services de restauration collective vers une alimentation et une consommation plus durables. Cette plateforme est à la fois un outil d'accompagnement pour les gestionnaires, un outil d'information pour les convives et un outil de transmission d'informations vers l'administration pour le suivi de cette transition.

« Produire, consommer, jeter ». Une économie linéaire en pleine transformation, visant à atteindre une économie circulaire. C'est le second objectif de la loi EGalim, renforcée par la loi AGECE (loi anti-gaspillage pour une économie circulaire), votée en 2020.

« Nous avons mené une étude qui a démontré qu'un convive jetait

en moyenne 110 grammes de déchets alimentaires par repas », révèle le CRP Hélène, affectée au sein de la filière Restauration-Loisirs à la direction centrale du SCA. Après cette première étape, la seconde visait à réduire le gaspillage alimentaire à 90 grammes.

Pour ce faire, il a fallu distinguer les déchets alimentaires des retours plateaux de ceux issus de la chaîne de production. « Les équipes devaient peser les sacs poubelles régulièrement, reporter les résultats sur fichier, les transmettre à la Division RHL qui les renvoyait au CIRL », ajoute Marie. Un processus long et fastidieux. « Pour faciliter ce travail, nous réalisons une expérimentation depuis l'automne 2022 avec la start-up Kikleo. Un outil nommé Scan Gaspi a été mis en place sur 5 sites de restauration. Une caméra dotée d'intelligence artificielle flashe les plateaux après la consommation et reconnaît exactement la part et la nature des denrées gaspillées ». Une balance connectée est également mise à disposition pour suivre le gaspillage en cuisine et en chaîne de production. Une plateforme client permet ensuite d'obtenir les résultats et leurs analyses détaillées. Sur les deux premières semaines de pesée, Scan Gaspi avait détecté près de 72 grammes de pertes alimentaires par personne et par repas, soit près de 10 000€ de perte alimentaire (sur 2 semaines pour les 5 restaurants). Pour y remédier, la loi AGECE prévoit, d'ici 2025, d'imposer aux restaurants collectifs de diminuer de près de 50% le taux de gaspillage alimentaire.

Troisième et dernière grande mesure : la suppression du plastique. « Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, nous ne mettons plus à disposition de couverts et d'assiettes en plastique. Prochaine étape plus complexe : les contenants. Remplacer les bouteilles en plastique sera un réel défi pour la filière Restauration-Loisirs », prévient le CRP Hélène.

## L'ÉCOLOGIE DANS NOS VIES

### Renforcement de la loi EGalim par la loi Climat et Résilience

Promulguée le 24 août 2021, la loi Climat et Résilience ancre l'écologie dans notre société.

Elle accélère la transition de notre modèle de développement vers une société neutre en carbone, plus résiliente, plus juste et plus solidaire.

Concrètement, cela implique de :

Afficher l'origine des viandes.

Déclarer le taux d'approvisionnement durable sur « Ma cantine ».

Proposer 100% de viandes « durables ».

Proposer une offre végétarienne quotidienne.



Scan Gaspi. Site de Creil

## DES LABELS & DES EMBALLAGES RECYCLABLES DANS VOS RATIONS DE COMBAT



La loi EGalim ne s'applique pas aux vivres opérationnels... cela ne veut pas dire que l'équilibre ne se trouve pas également sur le terrain, puisque 50% des références qui composent les rations de combat sont aujourd'hui labellisées (*Roundtable on Sustainable Palm Oil* pour l'huile de palme, *Marine Stewardship Council* pour les poissons, Bleu Blanc Cœur, Agriculture Biologique, commerce équitable, etc.).

Les végétariens trouvent, eux aussi, leur compte dans les rations ! Le centre interarmées du soutien « Équipements du Commissariat » (CIEC) travaille actuellement sur la création de rations végétariennes. Son directeur, le CRG2 Éric NEUMANN, nous précise qu'elles « vont être mises en production et diffusées en 2024. Cela relève d'une demande des militaires et de nos trois ingénieurs agro qui sont au contact d'entreprises du secteur. Ils travaillent main dans la main pour mettre au point des rations végétariennes afin de respecter les standards OTAN, à savoir les 3600 kcal par ration et les conditions de sécurité sanitaire ».

Bien qu'exempté de la loi AGEC, le domaine des rations opérationnelles doit avoir des objectifs en matière de recyclabilité des emballages. « L'emballage primaire de la ration est d'ores et déjà recyclable, comme certains préemballages des composants (en tout, plus de 52% des emballages). Nous souhaitons que tous ses emballages le soient également. Il existe néanmoins une difficulté. L'emballage fait partie du processus de production industrielle. Il a néanmoins des caractéristiques particulières. Pour qu'il soit facilement recyclable, il est préférable qu'il contienne un seul composant. C'est un travail complexe qui est aujourd'hui mené avec les industriels ». Objectif : utiliser des emballages recyclables, produits à partir de matière recyclée, et perturbant le moins possible le tri dans les centres de recyclage. Cela nécessite un travail global sur les matériaux, les encres, les colles, etc.

Si le CIEC a la volonté de développer les efforts menés jusqu'à présent, les militaires doivent également être sensibilisés à ces questions. *Quid de la ration une fois celle-ci déployée sur le théâtre, distribuée et mangée ? « On place un sac poubelle dans chacune des rations afin que les militaires puissent y mettre leurs déchets lorsqu'ils sont en OPEX. Il faut qu'il y ait une organisation locale pour récupérer les déchets, mais cela ne dépend plus du CIEC. Notre contribution au respect de l'environnement s'effectue à travers la composition des contenus et des contenants des rations »,* commente le CRG2 NEUMANN.

## DE L'UPCYCLING DANS VOS EFFETS D'HABILLEMENT

Les considérations environnementales constituent une part de 5% dans le domaine de l'habillement. Le CIEC souhaite aller plus loin pour augmenter la part à 10%. « Lorsque nous sélectionnons une entreprise dans le cadre d'un appel d'offre, nous prenons en compte 70% de critères techniques et 30% de critères prix, dont 5% de critères environnementaux », indique le CRG2 NEUMANN.

C'est pourquoi, main dans la main, le CIEC et la PFC de Rambouillet collaborent pour répondre à cet objectif : soutenir le militaire tout en respectant l'environnement. Un vrai parcours du combattant selon le CRG2 NEUMANN, la difficulté étant de trouver un équilibre entre ces deux objectifs. Pour y parvenir, le CIEC et la PFC ont participé à un séminaire en mai 2023, en partenariat avec la Mission des Achats de Défense, où une quarantaine d'acteurs de l'achat était rassemblée pour se former aux achats responsables.

« Notre ambition serait de travailler sur certains marchés pour imposer des critères plus exigeants. Nous souhaiterions que le plastique qui entoure les effets militaires soit recyclé. Nous souhaiterions également dicter aux industriels de nous rendre compte du recyclage ou non des déchets de tissu industriel, qui représentent entre 10% et 20% de la production. L'entreprise candidate qui recyclerait le plus de déchets aurait plus de points, et donc plus de chance d'être retenue », révèle le directeur du CIEC.

L'habillement militaire dispose de caractéristiques identitaires, de protection et de durabilité supérieure. La qualité et le coût de ces effets justifient par conséquent de développer les opportunités de réemploi de certains articles, en particulier dans les écoles et centres de formation initiale. « Par exemple, si nous délivrons des effets à un militaire incorporé et qu'il quitte l'institution quelques semaines plus tard, nous récupérons une grande partie des effets de son packaging pour les redistribuer », illustre t-il.

400 000. C'est le nombre de tonnes de textiles non recyclés dans le secteur marchand en France, ce qui illustre encore les difficultés pour revaloriser ce type de produits. S'agissant plus particulièrement du recyclage des tenues de combat de dernière génération, il existe ainsi trois solutions : brûler le textile, l'enfouir ou le décomposer.

Une expérimentation a été menée il y a 3 ans, en partenariat avec des entreprises françaises : « Nous leur avons donné des treillis non feu et des tenues de protection de base afin de trouver une solution de recyclage. Le treillis possède un tissu noble, donc résistant. Il a d'abord fallu mettre au point des machines pour décomposer le tissu. Au départ, ils ont récupéré 50% de la matière et après l'expérimentation, près de 100%. On ne refait jamais un treillis avec un treillis, car il perdrait des caractéristiques trop importantes. Grâce au recyclage, nous avons confectionné des chaussettes, des sous-vêtements, des pulls ou encore des couvertures. La fibre est de plus en plus chère, recycler permet ainsi de limiter le surcoût ».

Aujourd'hui, cette expérimentation n'a pas été officialisée puisqu'elle implique de faire appel à un groupement industriel, une seule entreprise ne pouvant être en mesure de décomposer le tissu, fabriquer la fibre et le fil puis confectionner l'effet.

Un autre défi se pose également pour le SCA et les armées pour développer le réemploi et le recyclage dans l'habillement : celui de la collecte des effets. L'approche logistique est donc essentielle dans la chaîne de revalorisation. À qui, où et comment donner ses effets ? Dans les mois à venir, des dispositifs de collecte vont apparaître progressivement dans le paysage des forces, au sein des groupements de soutien des bases de défense.

Affaire à suivre. Affaire de tous !

**Insuffler des idées, les expérimenter, les mettre en œuvre, sensibiliser tout un chacun à ces enjeux de développement auxquels le SCA se confronte. Autant d'étapes et d'obstacles à franchir qui permettront au SCA de surfer aisément sur cette vague verte et d'en tirer parti. ■**



## LA COMMANDE PUBLIQUE UN VÉRITABLE LEVIER POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Au-delà des obligations croissantes portant sur les achats responsables, une diversité d'outils relatifs aux aspects économiques, sociaux et environnementaux est à la disposition des acheteurs pour favoriser les pratiques et prestations les plus vertueuses, tout en préservant l'accessibilité des marchés publics aux TPE/PME et la sécurité des approvisionnements.**

### Réemploi. Réutilisation. Recyclage. Connaissez-vous la différence ?

**RÉEMPLOI** : utiliser de nouveau, et pour un usage identique, une substance, une matière ou un produit qui ne sont pas des déchets. Exemple : vêtements de seconde main ou produit d'occasion.

**RÉUTILISATION** : utiliser de nouveau une substance, une matière ou un produit qui sont devenus des déchets. Exemple : éléments démontés sur un matériel en fin de vie, réutilisés comme pièces de rechanges après préparation (contrôle, nettoyage, voire réparation).

**RECYCLAGE** : retraiter en substances, matières ou produits des déchets, y compris des déchets organiques, aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins.



## ÉCONOMIE CIRCULAIRE

### L'opération seconde vie des matelas des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024

Pour le compte d'AIRWEAVE, une entreprise en charge de fournir de la literie pour les JOP depuis 2012, l'agence de l'économie solidaire (AES) a pour mission d'identifier des clients capables de donner une seconde vie à la literie du Village des Athlètes et des Médias. Au total : 17 000 matelas et 23 000 oreillers.



« AIRWEAVE travaille à partir de matériels réutilisables et recyclables. En tant que titulaire du marché, ils ont pour obligation de réemployer leur matériel auprès d'acteurs privés et publics. Ce prestataire était très intéressé pour créer un partenariat avec le ministère des Armées. Lorsque nous avons été contactés par l'AES, nous avons fait un recensement auprès des GSBdD pour connaître leur besoin en matelas et oreillers. Le besoin est monté à près de 7 000 matelas et presque autant d'oreillers. Les matelas représentent un poste de dépense conséquent. Cette donation est une excellente opportunité pour nos GSBdD » nous raconte le CRP Catherine, affectée au sein du bureau Gestion base vie à la direction centrale du SCA et chargée de ce projet ambitieux.

La contrepartie pour le fournisseur : obtenir une étude sur la qualité de sommeil des militaires utilisant leur matelas. Créé à partir d'une technologie très spécifique, chaque matelas est constitué de 3 blocs modulaires en fonction du poids et de la morphologie. Grâce à une application, la morphologie de l'utilisateur est scannée et analysée afin de définir la bonne combinaison du matelas pour un sommeil de qualité. Alors, testé et approuvé ? C'est un médecin-en-chef de la direction centrale du SSA, chargé de cette étude, qui nous le dira !

Parce qu'il est souvent question de logistique, l'opération de distribution du matériel devrait avoir lieu à l'issue des jeux paralympiques, fin septembre 2024. Déplacer près de 14 000 pièces de literie d'un point A à un point B, c'est comme se lancer dans un puzzle 1 000 pièces. « La contrepartie pour le SCA est de payer les coûts logistiques et de réfléchir à la manière dont nous allons récupérer la literie. L'objectif n'est pas d'augmenter le bilan carbone de manière astronomique sur une opération verte et vertueuse ».

Une relation gagnant-gagnant que nous suivrons de très près à l'issue des JO.

# Les services *locaux* du **contentieux** : *défendre* les intérêts de l'État

Rédacteur : CRP ® Cynthia DUMONT



**Vous êtes-vous déjà demandé comment avaient été indemnisées les communes dont les infrastructures routières ont été dégradées pendant l'exercice ORION, notamment des ornières lors du passage de nombreux véhicules lourds ? Avez-vous déjà entendu parler de ce dentiste qui a perdu tout son matériel médical après le survol un peu trop bas d'un avion de combat et qui a pu être entièrement dédommagé ? Permettre aux citoyens d'obtenir réparation auprès du ministère des Armées, et inversement : telle est l'une des missions des SLC, les services locaux du contentieux du Commissariat des armées.**

## D'OÙ PROVIENT LE SERVICE LOCAL DU CONTENTIEUX (SLC) ?

Les quatre SLC - présents à Metz, Rennes, Toulon et Bordeaux - font partie de ces organismes souvent méconnus de la plupart des administrés. Vous avez peut-être déjà entendu parler de ces trois lettres, sans vraiment savoir quelles sont leurs missions et de qui ils dépendent...

Les SLC tels que nous les connaissons aujourd'hui ont été créés avec le SCA en 2010. Ils ont adopté leur organisation actuelle à compter de 2015 en intégrant à la variété de leurs compétences les instructions juridiques opérationnelles (IJO) et la mission de conseil juridique au commandement. À propos de cette dernière mission, si la confusion peut s'opérer, en aucun cas les SLC ne peuvent être saisis pour des questions juridiques d'ordre personnel... autrement dit : « *On n'est pas chez Julien Courbet !* », comme l'explique le directeur du SLC de Toulon, l'attaché d'administration hors classe Jean-Paul PAOLINI.

## L'EXEMPLE DU SLC DE TOULON

Depuis plus de 20 ans, monsieur PAOLINI suit de très près les évolutions de la filière juridique du ministère des Armées. Après sa réussite à l'IRA (Institut régional d'administration) de Bastia en 2002, il rejoint le ministère des Armées, au sein de la direction du commissariat de l'armée de l'Air en région aérienne Nord sur le site de Villacoublay. Il y gravit les échelons



Le directeur du SLC Toulon, M. PAOLINI,  
et son adjointe, le CRP Aurélie

jusqu'au poste de chef de la division juridique du service des droits financiers individuels et des affaires contentieuses (SDFIAC) de l'armée de l'Air. Aux premières loges lors des discussions autour de la réorganisation de la filière juridique au niveau national, il devient le premier directeur du SLC de Villacoublay nouvellement créé (qui deviendra le Centre d'expertise du soutien juridique en 2015, puis le Centre interarmées du soutien juridique en 2019). Après un passage de 5 ans à Balard au service parisien de soutien de l'administration centrale (SPAC), à la sous-direction des achats, il prend la tête du SLC de Toulon en 2016.

Il nous accueille dans les locaux de l'ancienne direction du Commissariat de la Marine, à quelques encablures de la gare de Toulon. Ce bâtiment d'une autre époque étant bientôt cédé à la ville, le SLC se prépare à déménager avec ses 27 personnels sur l'Arsenal du Mourillon, dans un modulaire<sup>1</sup>. Un tempo idéal pour faire le point sur les années écoulées. « *Nous avons eu à cœur depuis la réforme de 2015 d'apparaître comme légitimes, notamment dans le domaine de l'instruction opérationnelle* ». Car, lors de chaque POIC<sup>2</sup> avant un départ en OPEX ou sur l'opération SENTINELLE, ce sont des officiers qualifiés LEGAD<sup>3</sup> niveau 2 issus des SLC - et du CIJ - qui délivrent les instructions juridiques opérationnelles (IJO) élaborées par le CIJ et validées par l'EMA et la direction des affaires juridiques (DAJ).

Le SLC de Toulon, comme toute la filière juridique, a aussi dû faire face durant ces dernières années aux nombreux contentieux liés à Louvois, au préjudice d'anxiété lié à l'exposition à l'amiante qui a concerné plus de 5 000 personnes, aux nombreuses saisies de la jurisprudence « Brugnot » (voir nos éléments plus loin) et bien sûr à l'opération Résilience lancée pour répondre à la crise COVID qui a nécessité de la part des SLC un appui précieux.

## UN ORGANISME AU SERVICE DE L'ÉTAT

Ces différents exemples illustrent la mission des SLC, qui consiste à défendre les intérêts du ministère et à soutenir les commandements, conformément à l'arrêté du 23 décembre 2009. Cette responsabilité s'exerce sur une zone d'une dizaine de bases de défense et plusieurs tribunaux administratifs.

En fonction de la nature de sa demande, l'administré civil ou militaire confronté à une question juridique dans le cadre de ses responsabilités sera pris en charge par l'un des trois bureaux d'expertise du SLC :

- le bureau conseil juridique assure le conseil au commandement et délivre les instructions juridiques opérationnelles (IJO) avant projection ou dans le cadre des formations en école. Celui de Toulon, par exemple, traite chaque année 350 questions et délivre 300 IJO, en relation avec le CIJ ;
- le bureau du règlement des dommages et de la protection juridique : une moyenne de 1 000 dossiers y est examinée tous les ans. Cela va de l'accident de circulation - où le SLC joue le rôle d'une assurance - au dédommagement d'un agriculteur dont le champ a été dévasté par le crash d'un avion de combat, en passant par l'indemnisation des appareils électriques ayant subi une surtension d'un locataire de BCC (bâtiment cadres célibataires) - à condition que celui-ci ait bien respecté le règlement intérieur ;

<sup>1</sup> Le SLC a déménagé en juin 2023.

<sup>2</sup> Préparation opérationnelle individuelle du combattant.

<sup>3</sup> LEGAD (« *legal advisor* »), pour officier qualifié conseiller juridique opérationnel à l'issue du stage de niveau 2, organisé annuellement par la DAJ, l'EMA et le CIJ.

## ZOOM SUR... Le métier de rédacteur de règlement des dommages au SLC de Bordeaux



« Réparer » est l'une des principales missions d'un service local du contentieux. Il procède en effet au règlement amiable des dommages causés ou subis par les armées selon le principe suivant : l'État est son propre assureur. Cette mission capitale est assurée par les rédacteurs du bureau du règlement des dommages du SLC. C'est précisément ce poste qu'occupe Marie-Françoise depuis 2012, avec le souci constant de la qualité du service rendu.

Chaque jour, elle est saisie de situations très variées : accident de la circulation avec un véhicule de l'État (dommage matériel), militaire qui se blesse lors d'un saut à parachute ou civil victime d'un accident de vélo pendant le trajet domicile-travail (dommages corporels). Un long travail d'instruction commence alors, qui consiste à déterminer les responsabilités de chacun, à confirmer que l'accident est bien arrivé en service et à définir le montant de l'indemnisation.

Au cours de ces investigations, Marie-Françoise doit également réceptionner et transmettre de nombreux courriers, rédiger des avis, des lettres de relance, d'information, de demande. Bref, assurer le suivi du dossier jusqu'à sa résolution puis son archivage. Esprit d'analyse, rigueur, organisation et méthode sont les quatre qualités requises pour être à l'aise dans ce métier, sans oublier un sens certain du relationnel car le rédacteur s'adresse à de très nombreux interlocuteurs, aussi bien internes au ministère (base de défense, régiment, service de santé des armées, direction des affaires juridiques, etc.) qu'externes (compagnies d'assurance, avocats notamment). Chaque année, ce sont ainsi 300 dossiers qui passent entre les mains de Marie-Françoise !

- le bureau contentieux administratifs : en relation avec la DAJ, ce dernier service a en charge les recours des personnels civils et militaires qui contestent les décisions individuelles liées à leur statut ou à leur rémunération. Le SLC produit alors pour chaque recours un mémoire devant le tribunal administratif, puis veille à la bonne exécution de la décision. À Toulon, pas moins de 130 requêtes sont ainsi traitées chaque année.

## DES PERSONNELS ENGAGÉS ET D'HORIZONS VARIÉS



La diversité des missions des SLC et leur imbrication avec le monde civil impliquent de disposer de personnels compétents et très motivés : des qualités qu'illustre avec brio Emmanuelle, arrivée au SLC Toulon il y a douze ans après une affectation à la CNMSS (Caisse nationale militaire de sécurité sociale). Elle avoue avoir alors totalement découvert le domaine juridique. À force de travail et de curiosité, elle devient chef de bureau en 2016. Elle reconnaît que le métier a évolué : si auparavant, on parvenait à résoudre à l'amiable de nombreux dossiers, désormais de plus en plus de personnes prennent un avocat. Ses compétences techniques acquises avec l'expérience lui sont de véritables atouts puisque cela suppose de discuter avec des experts du droit et de parler le même langage qu'eux.

Ce qui la motive chaque jour depuis douze ans ? « *J'aime résoudre un dossier, trouver le juste équilibre entre ce que le plaignant est en droit d'obtenir et les intérêts du ministère* ».



Deux bureaux plus loin, changement d'ambiance : des cadres en vert et rouge sont accrochés aux murs... le ton est donné. Les deux commissaires assis là sont d'abord passés par la Légion étrangère en tant qu'officiers juristes avant de basculer récemment dans le SCA, comme bon nombre de leurs camarades. Affecté au bureau conseil juridique du SLC Toulon, le CR1 François est LEGAD : il est amené à partir en OPEX en tant que conseiller du commandement. D'une seule phrase, il balaie le décor administratif qui l'entoure : « *Non, nous ne sommes pas que des gratte-papiers...* ». Revenu du Sahel en 2022, il distille quelques informations avec parcimonie, tant sa fonction en OPEX impose de discrétion, même longtemps après son retour. C'est pourtant lui qui trouvera le meilleur résumé de son rôle avant chaque mission en trois mots bien pesés : « *Fire / No fire* ». Pour nos lecteurs non anglophones : est-ce que nous respectons bien les règles d'engagement en lançant cette mission ?

## ET DEMAIN ?

La communauté juridique du SCA, et plus largement celle du ministère des Armées, se trouve aujourd'hui confrontée à deux défis majeurs.

Le premier est lié aux évolutions technologiques : un nouveau système d'information verra bientôt le jour, ce qui permettra aux personnels de la filière juridique de disposer d'une interface unique, apte à simplifier la mise à jour des connaissances et des outils de travail collectifs. Bien entendu, la technologie, c'est aussi l'avènement de l'intelligence artificielle et de programmes tels que ChatGPT : comment tirer profit de cette « *legaltech* » comme on l'appelle déjà et ne pas passer à côté de nouvelles opportunités de fonctionnement ?

Le second défi interroge les fondements même de cette communauté et la judiciarisation croissante de nos sociétés. Aujourd'hui, « tout » est juridique. Alors jusqu'où doit-on aller ?

Faudra-t-il par exemple à l'avenir englober le volet juridique de la commande publique et des achats et élargir les filières dites « traditionnelles » ?

La communauté juridique peut donc compter sur ces nouveaux enjeux pour préserver dans les années à venir la richesse et la diversité de ses missions, tout en conservant l'essence même de ses métiers à la fois passionnants et plein de sens. ■

### 3 DATES À RETENIR

**1999**

Création de la DAJ (SGA).

**2010**

Création des SLC.

**2015**

Le SLC de Villacoublay devient le CESJUR (qui deviendra le CIJ en 2019).

Fermeture des cellules de conseil juridique des GSBdD.

## EN SAVOIR PLUS...

### La communauté juridique du ministère

Au cœur des questions juridiques du ministère des Armées se trouve la Direction des affaires juridiques (DAJ), qui dépend du SGA. Véritable tour de contrôle du droit applicable au ministère, la DAJ conseille les armées, directions et services, chacun dotés d'un interlocuteur en mesure de discuter avec les experts de la DAJ. Créée en 1999, son émergence répond à l'injonction d'Alain JUPPÉ, alors Premier Ministre, de disposer dans chaque ministère d'un pôle juridique ayant une fonction de conseil, d'aide à la décision et de suivi du contentieux.

Chaque armée, direction et service se dote alors d'une entité en mesure de « parler » avec la DAJ et qui constitue aujourd'hui la communauté juridique du ministère. Au SCA, cet organisme est représenté par la sous-direction des droits individuels et des études juridiques (SDDIEJ) de la DCSCA et son bras armé, le CIJ, le Centre interarmées du soutien juridique, sous l'autorité fonctionnelle de la DAJ, pour ce qui est du précontentieux, du contentieux administratif et de la protection fonctionnelle, et de l'EMA/JUOPS (section juridique opérationnelle du cabinet du CEMA), en ce qui concerne la diffusion du droit opérationnel.

### Le SCAllez-vous ?



**Dans le cadre de la jurisprudence BRUGNOT\*, les blessures et maladies imputables au service et dont le préjudice ne dépasse pas le seuil des 100 000 € sont du ressort des SLC. Si la blessure ou la maladie a été contractée à l'occasion**

**d'une OPEX ou d'une mission opérationnelle, c'est le CIJ qui instruit le dossier - toujours dans la limite des 100 000 €. Si le préjudice subi dépasse ce seuil ou si le militaire est décédé, la demande d'indemnisation devient alors du ressort de la DAJ (SGA).**

\* Conseil d'État, 1<sup>er</sup> juillet 2005, Brugnot : cette jurisprudence permet aux militaires d'obtenir réparation d'un préjudice (physique-moral-esthétique-sexuel-d'agrément) résultant d'un accident ou d'une maladie imputable au service. Cette réparation vient en complément de l'atteinte à l'intégrité physique et de la pension militaire d'invalidité.

# 14 juillet

## LE SCA a mis les petits plats dans les grands

Rédacteur : Marion LOTTEGIER

Illustrations : Marion LOTTEGIER ; Pascale DEJARDIN/ECA  
COMM ; Ange PROVOST ; Philippine GAUTIER/ECPAD ;  
Sylvie RAOUL/EMA ; Frédéric VITAU/SCA COMM

Véritable rituel républicain, le 14 Juillet est un rendez-vous incontournable entre les Français et leurs armées. Et une chose est sûre : le SCA n'est pas près d'oublier ce 14 juillet 2023, organisé sous le thème « Nos forces morales ».

Entre défilé militaire, lecture d'une lettre de Jean Moulin par le commissaire Alix, déploiement d'une boulangerie de campagne, vente de viennoiseries au profit du Bleu et de France, direct sur France 2, exposition photos et rencontre avec le public, retour sur les étapes marquantes qui ont fait de cette journée un véritable succès.

### RÉPÉTER POUR ÊTRE PRÊT

Défiler sur les Champs-Élysées à l'occasion de la fête nationale est un honneur qui se mérite. Pour cela, un mot d'ordre : répétitions. Le personnel défilant du GSBdD de Mourmelon et les élèves-officiers de l'ECA se sont ainsi



préparés pendant des semaines pour être au diapason le Jour-J et faire rayonner le Service.

Qui dit répétitions à Satory dit unités présentes sur le site, et qui dit unités présentes dit soutien. Plusieurs GSBdD, dont notamment le GSBdD Île-de-France, ont ainsi été mis à contribution afin d'assurer le soutien aux unités dé-





filantes, toutes armées confondues. Déploiement de matériel de vie en campagne, équipements, restauration...autant de pans du soutien qui ont été sollicités pour l'occasion. Un soutien qui d'ailleurs ne se cantonne pas aux forces françaises : la délégation indienne a été accueillie et soutenue par le pôle de Versailles du GSBdD IdF, qui a su faire preuve d'agilité, d'adaptation et d'anticipation pour soutenir l'invité d'honneur du défilé.



Quant à l'ELoCA de Brétigny, positionné sur l'un des sites des répétitions du défilé, il a pris part à l'acheminement et au débarquement des véhicules blindés des différents régiments. La mise à contribution de son installation ferroviaire pour le débarquement des véhicules tactiques a ainsi donné lieu à une véritable valse des trains à l'organisation logistique titanesque, permise grâce à quatre acteurs clés : le bureau coordination de la division appui aux activités de l'état-major de zone de défense (EMZD IDF), le spécialiste embarquement de voie ferrée (SEVF), le centre des transports et transits de surface (CTTS) de Montlhéry et la SNCF.



## DÉFILER EN ORDRE SERRÉ

Comme chaque année depuis 2018, le service du commissariat des armées est représenté par deux blocs : un bloc du « soutien aux engagements opérationnels » et un bloc de l'École des commissaires des armées (ECA).

Placé sous le thème « Nos forces morales », le défilé militaire de cette année a mis à l'honneur le personnel du GSBdD de Mourmelon, fortement impliqué dans la phase 4 de l'exercice ORION au printemps dernier dans les camps de Champagne, ainsi que les élèves-officiers de la promotion Solferino de l'ECA.

Le service du commissariat des armées fut particulièrement mis à l'honneur cette année lors de l'hommage au 80<sup>e</sup> anniversaire de la médaille de la Résistance et au 80<sup>e</sup> anniversaire de la disparition de Jean Moulin. Pour l'occasion, une lettre de Jean Moulin, adressée à sa mère et à sa sœur le 15 juin 1940, a été lue par le commissaire Alix, lauréate du Prix Clemenceau 2022.



**(Re)vivez**

la lecture de la lettre de Jean Moulin  
par le CR3 Alix



### À paraître

Témoignage du CR3 Alix  
dans la rubrique « *Le jour où* »  
du 9<sup>e</sup> numéro d'Esprit Défense.





## RENCONTRER POUR RAYONNER

Le service du commissariat des armées était aux côtés de l'armée de Terre, de la Légion étrangère, de l'armée de l'Air et de l'Espace, de la Marine nationale, de la DGA, du SSA, du SGA, de l'ONAC-VG et d'un certain nombre d'autres acteurs du ministère afin de rencontrer le public et d'échanger avec lui sur ses missions, ses métiers et les nombreuses voies de recrutement offertes, tant aux civils qu'aux militaires. Et quoi de mieux pour parler de ses fonctions que de les illustrer par des photos ou, mieux encore, en déployant du matériel de vie en campagne ? Grâce à l'installation d'une boulangerie de campagne dans les jardins des Invalides, les visiteurs ont pu se rendre compte de l'ampleur du soutien opéré par le SCA sur les théâtres d'opération et goûter au bon pain fabriqué par les boulangers du 14<sup>e</sup> régiment d'infanterie et de soutien logistique parachutiste (unité de l'armée de

Terre basée à Toulouse). De quoi ravir les papilles des plus jeunes et en bluffer plus d'un ! Et de récolter des fonds au profit du Bleuët de France... combo gagnant !



« Nous sommes honorés que le SCA se soit tourné vers le Bleuët de France pour reverser cette somme récoltée », a déclaré le Président du Bleuët de France à l'occasion de la remise du chèque par le directeur central du Service.

Une opération félicitée par le chef d'état-major des armées, le général d'armée Thierry BURKHARD, et le directeur central du SCA, le commissaire général hors classe Philippe JACOB, qui se sont rendus sur le stand du commissariat des armées

pour rencontrer et échanger avec les acteurs impliqués... et déguster du pain frais.

Une journée riche en rencontres et échanges constructifs au cours de laquelle l'importance du soutien, de l'engagement et de la solidarité nationale ont été vivement ressentis. Une journée couronnée de succès durant laquelle le SCA et l'armée de Terre ont œuvré main dans la main pour valoriser le soutien, en tout temps, tout lieu, toutes circonstances.

Vous rêvez de voir l'UMBC déployée dans les Jardins des Invalides ? Découvrez le reportage de France 2 - Télématin réalisé en direct le 14 juillet, suivi d'un focus sur l'alimentation du soldat.



## Reportage

France 2 - Télématin

UMBC déployée dans les Jardins  
des Invalides



**UN GRAND MERCI À TOUS LES ACTEURS  
QUI ONT CONTRIBUÉ À FAIRE DE CETTE JOURNÉE  
UN SUCCÈS ET ONT PERMIS LE RAYONNEMENT  
DU SERVICE ! ■**





# DES COMMISSAIRES *tous azimuts*

Sur un corps de près de 2 000 commissaires des armées, certains d'entre eux servent au sein du service du commissariat des armées et d'autres grands employeurs du ministère des Armées. Une poignée de commissaires sert également hors du ministère des Armées sur des postes parfois insoupçonnés au sein de l'appareil d'État, voire dans des environnements plus éloignés et inédits.

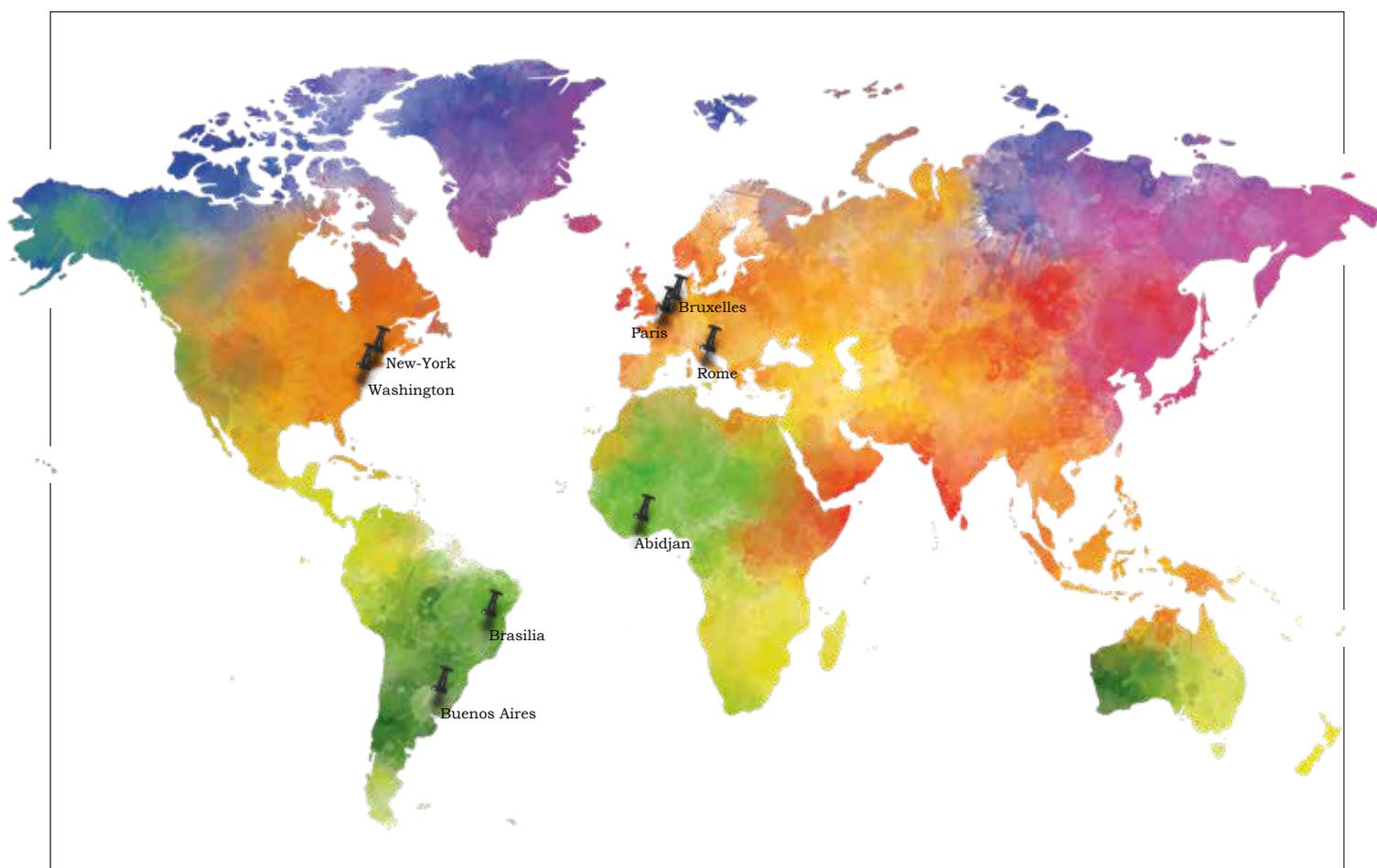
Si à l'aune de la future LPM 2024-2030, récemment promulguée, la politique des ressources humaines du corps va faire l'objet d'une actualisation, elle promet d'ores et déjà dans sa version actuelle la nécessité pour le corps de ne pas se replier sur lui-même, et donc de servir et de rayonner aussi à l'extérieur : Élysée, Matignon, autres ministères, ambassades, mission de rénovation de la cathé-

drale Notre-Dame de Paris et même dans le secteur privé... Autant d'affectations exceptionnelles qui servent des parcours et apportent des compétences reconnues par les employeurs.

Appartenant à un corps de conception et de direction, les commissaires apportent leur savoir-être, mais également leurs savoirs et savoir-faire spécifiques, notamment du fait de la dualité des métiers qui peuvent s'exercer dans les sphères publique ou privée.

Partons à la rencontre de ces commissaires, témoins de la variété des postes offerts au cours de leurs carrières.

Rédacteur : CRC2 Anne-Lise BRETON



## EN FRANCE

### Le CRC1 Jean LE ROCH, Adjoint au chef d'état-major particulier du président de la République



*« Trouver le bon point d'équilibre entre le statut, l'identité, l'ancrage et la fonction »*

Le CRC1 Jean LE ROCH maîtrise les rouages et les arcanes du palais de l'Élysée. Depuis 3 ans, il occupe le poste d'adjoint au chef d'état-major particulier du président de la République. Il le dit simplement : *« l'état-major particulier (EMP) est au service de l'action du président de la République, dans la construction de ses décisions, notamment en conseil de défense, ou la préparation de ses interactions avec le monde militaire ».*

À la tête de l'EMP, le général d'armée aérienne Fabien MANDON s'appuie sur quatre adjoints aux portefeuilles complémentaires : un officier de Marine en charge de la dissuasion et des questions de prolifération ; un officier de l'armée de Terre qui suit les engagements opérationnels et la programmation militaire ; un officier de l'armée de l'Air et de l'Espace en charge des questions militaro-industrielles et des questions internationales associées ; et un commissaire jusqu'ici d'ancrage Marine depuis 1959, traitant des relations entre le monde militaire et la Nation. *« À l'EMP, il n'est pas question de faire de la politique, mais tout ce qui est fait est politique puisque cela se rapporte à l'activité et aux attributions du président de la République : les réponses ne sont jamais toutes faites »*, confie le CRC1 Jean LE ROCH.

Comme il le précise, son périmètre d'action est large : les ressources humaines (condition du personnel, mesures individuelles et

statutaires notamment), la chancellerie, les questions mémorielles et la force morale, la place accordée aux jeunes avec le déploiement du service national universel (SNU), celle des plus anciens avec l'écosystème des anciens combattants, etc.

Si l'on s'imagine que la multitude de dossiers traités empêche d'en voir soi-même l'aboutissement, il explique au contraire la satisfaction de pouvoir mener un projet de bout-en-bout : *« entre une première réunion organisée entre des anciens harkis et le président de la République, et les premiers travaux de la toute nouvelle commission nationale indépendante concernant les Harkis, douze mois seulement se sont écoulés »*, nous détrompe-t-il sur la longueur supposée de gestation des projets. Un dernier pan de son activité concerne l'outre-mer, activité entrée dans le périmètre progressivement via l'action de l'État en mer et les questions liées aux espaces maritimes.

C'est sur ce point qu'il explique l'importance de la transversalité des sujets partagés : *« il y a encore deux ans et demi, jamais on n'aurait entendu parler de pêche illicite, pourtant c'est un mode de conflictualité hybride. Dans la mesure où il s'agit d'un sujet mobilisateur avec tous les composants combinées (stratégiques, sociales, environnementales, économiques), et lorsque nous avons proposé au président de s'emparer de ce thème, tout s'est accéléré. Les coopérations internationales se multiplient, et on vise une possible évolution des normes internationales. Il a fallu convaincre au-delà du périmètre militaire, dans les milieux diplomatiques et chez les experts des différentes thématiques concernées ».*

Alors, pourquoi un commissaire pour tenir ce poste ? Sa réponse est immédiate : *« le commissaire un peu ancien possède une connaissance intime des armées dans un périmètre et une profondeur qui fondent sa légitimité. Mais il est par construction ouvert aux thématiques duales, au croisement de thématiques militaires et civiles ».*

Le parcours du CRC1 Jean LE ROCH compte aussi avec cinq ans de mer et des opérations à terre, notamment en Afghanistan : *« mon parcours d'officier des armées fait que je sais de quoi je parle, j'ai été bien préparé à traiter des sujets de mon périmètre au sein de l'EMP. Notre vocation, nos aptitudes et nos compétences excèdent de toute façon le champ d'action du SCA, et ne s'y résument pas ».*

Et d'ajouter en guise de conclusion : *« Dans ce poste, comme souvent, il faut essayer d'avoir de la tête, du cœur et de l'estomac, et trouver le bon point d'équilibre entre le statut, l'identité, l'ancrage et la fonction, car on appuie l'action du président de la République, c'est un honneur qui nous oblige ».*

## Le CRC1 David, conseiller financier au sein du cabinet militaire de la Première ministre



*« À Matignon, je peux voir comment l'État fonctionne, comment les décisions sont prises »*

Après de nombreuses circonvolutions de corridors et d'escaliers, nous arrivons dans un long couloir où sont colocalisés les conseillers militaires du chef du cabinet militaire de la Première ministre. Terre, Air, Marine, Gendarmerie et Commissariat des armées, chacun des cinq exerce des fonctions spécifiques.

Le CRC1 David est en charge des sujets budget/finances, RH, domaniaux et mémoriels depuis l'été 2023 à sa sortie du CHEM, cursus à ses yeux essentiel pour la formation des officiers au dialogue politico-militaire, dont les enjeux et la portée sont si spécifiques.

Cette affectation à Matignon, après d'autres antérieures dans la Marine, au SCA, en interarmées et à l'OTAN, lui ouvre les portes de l'interministériel : *« je peux voir comment l'État fonctionne, comment les décisions sont prises et y contribuer dans mon champ d'activité »*. Si le président de la République est le chef des armées (article 15 de la Constitution), la Première ministre est responsable de la Défense nationale (article 21 de la Constitution), et c'est à Matignon que de nombreux arbitrages, notamment financiers, sont rendus. Dans ce contexte, il est indispensable de comprendre le rouage des processus, ne serait-ce que pour faire porter sa voix de manière pertinente et efficace. Selon lui, les commissaires sont bien formés pour tenir ce type de poste : *« par nature nous sommes au service et à l'écoute du besoin des armées. Il est ainsi assez aisé de mettre en œuvre cet état d'esprit, tourné vers l'intérêt général, dans d'autres environnements dont l'interministériel »*. Le quotidien du CRC1 David est rythmé par l'organisation de réunions interministérielles (RIM) : aux conseillers de recueillir les avis et positions de tous les ministères puis de proposer un arbitrage dans ce que l'on appelle un « bleu », sorte de compte-rendu définitif d'une RIM.

Comme son camarade en poste à l'Élysée, le CRC1 David se trouve confronté à des sujets souvent sensibles et très variés, comme en témoigne la multitude de couleurs des dossiers sur son bureau. Il espère apporter les compétences acquises lors de

son parcours antérieur, notamment à l'EMA/PPE ou en DICOM Polynésie Française. Outre les aspects juridiques, financiers et budgétaires qui ont pu l'amener à suivre tous les travaux de la LPM, depuis l'élaboration de la RNS (revue nationale stratégique) jusqu'aux débats à l'Assemblée nationale et au Sénat, sa responsabilité dans le domaine mémoriel le conduit à accompagner régulièrement la Première ministre, comme récemment lors des 79 ans du Débarquement en Normandie ou lors de l'hommage national à Léon Gautier, dernier survivant du commando Kieffer.

## Le CRC2 Jean-Eudes, en poste au SGDSN



*« Ce poste me permet de mesurer l'importance de la coordination interministérielle »*

Le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), service du Premier ministre, est l'entité interministérielle qui coordonne la politique de défense et de sécurité nationale de la France. C'est dans ce milieu que sert depuis deux ans le CRC2 Jean-Eudes, plus particulièrement au sein de la sous-direction des exportations de matériels de guerre (EMG). La mission est importante : outre l'animation interministérielle du dispositif de contrôle des exportations de matériels de guerre, en particulier au travers de la CIEEMG (commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre), la sous-direction participe également à la conduite des discussions et négociations européennes et internationales dans le domaine des exportations de matériels de guerre (en bilatéral ou en multilatéral) et s'assure sur le plan national du juste équilibre entre la robustesse du contrôle et la fluidité des échanges, ce qui nécessite des relations continues tant au sein de l'administration qu'avec l'industrie, en lien avec la DGA notamment.

L'ancrage armement était précisément le profil recherché par le SGDSN et le CRC2 Jean-Eudes, fort de ses affectations antérieures dans le domaine international à la DGA, a été retenu après une série d'entretiens ne laissant pas de place au hasard. Un poste qui lui plaît : *« il me permet de mesurer l'importance de la coordination interministérielle car chacun arrive avec sa logique et sa culture propres, il est donc essentiel de comprendre les*

*approches individuelles afin de converger vers une solution partagée* ». Selon lui, plusieurs qualités sont requises pour s'épanouir dans cet environnement : faculté d'adaptation et hauteur de vue. Humilité et réactivité viennent compléter le panel des qualités nécessaires. Et comme il le précise, « *mon affectation au SGDSN vient utilement compléter mes précédents postes en y ajoutant l'interministérialité* ».

### Le CRC1 Nancy BELLIOU, inspectrice à l'IGGN



**« Être commissaire des armées hors du ministère, c'est en hisser le pavillon ! »**

« *Mon affectation sur le poste d'inspectrice chargée de mission au sein de la division des audits, études et inspections de l'Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale (IGGN) répond à une qualité que j'estime essentielle pour un commissaire : celle du goût de la nouveauté et de l'appétence pour la découverte d'un autre environnement, de personnes et de sujets différents.*

*Ma curiosité a été particulièrement éveillée par la dimension interministérielle du poste, dans un domaine par définition très sensible. Les commissaires ont vocation à tenir des postes de conception et de direction, mais il est vrai que nous sommes encore peu connus à l'extérieur : les fonctions que nous tenons sont indispensables au bon fonctionnement des armées, souvent passionnantes ; il est donc essentiel à mes yeux que le service du commissariat des armées soit mis en lumière, d'autant plus au regard des enjeux de recrutement et de fidélisation auxquelles l'ensemble des institutions est confronté.*

*Ce que je pense apporter au quotidien au sein de l'IGGN, ce sont une expérience et un regard différents tout en partageant des codes communs. En effet, les gendarmes sont des militaires au même titre que nous. Nous partageons les mêmes valeurs, avons des parcours semblables (missions opérationnelles, approche clients/usagers ou encore gestion des crises) et les mêmes ambitions et devoirs (être efficace, servir en tout temps et en tout lieu).*

*Avant cette affectation, j'avais côtoyé des gendarmes mais n'avais jamais travaillé avec eux : c'est une expérience que j'apprécie énormément, nous avons beaucoup à échanger.*

*J'ai eu la surprise de rencontrer des officiers de gendarmerie que j'avais préparé à l'épreuve de culture générale à l'IEP d'Aix-en Provence, mais aussi le plaisir de contribuer à préparer une jeune femme au concours externe des commissaires des armées, qu'elle a brillam-*

*ment réussi : les connexions avec la gendarmerie sont nombreuses ! Rayonner dans des postes hors du ministère des Armées, c'est se faire connaître mais c'est aussi savoir s'adapter et revenir avec des expériences que l'on peut mettre à profit ; un parangonnage inversé en somme !*

*Et à titre personnel, ce poste à l'IGGN apporte une nouvelle corde à mon arc, celle de l'audit en plus du juridique, des ressources humaines et de l'administration générale. Et cette expérience est l'occasion de rencontrer des camarades de très grande valeur et de tisser des liens durables ».*

### Le CRC2 Mathieu ARNAUD, deux ans au sein de l'équipe transformation de l'entreprise Bolloré Transport et Logistique

**« J'ai vraiment apprécié la fluidité des relations de travail permise par le management transversal des différents projets »**



En 2018, la DCSCA décide de proposer une mobilité extérieure (MOBEX) dans le secteur privé à un commissaire sortant de sa scolarité à l'École de Guerre. Choisi pour cette expérience novatrice, le CRC2 Mathieu ARNAUD travaille alors pendant deux ans au sein de l'entreprise Bolloré Transport et Logistique (BTL), une division du groupe Bolloré.

Il s'est tout de suite montré très enthousiaste à l'idée de vivre cette mobilité hors norme : « *après avoir développé une vision interministérielle dans un poste précédent à la DRHMD, j'avais hâte de découvrir encore un nouvel environnement, le privé, très différent, tant par ses enjeux et son fonctionnement que par les relations humaines existant dans ce secteur. Il fallait dès lors mobiliser mes capacités d'adaptation !* »

Un enthousiasme largement partagé par ses nouveaux collègues, pour lesquels côtoyer un commissaire des armées était inédit et éveillait beaucoup de curiosité : « *j'ai décelé chez mes interlocuteurs un véritable intérêt pour ce service interarmées opérant des fonctions très souvent duales, dont certaines sont identiques aux leurs, mais exercées dans des conditions différentes. C'était une belle opportunité pour échanger sur nos missions, mais aussi pour leur faire percevoir les valeurs qui animent la communauté de défense : le sens de la mission et de l'intérêt général* ».

Après quelques mois d'acculturation passés à la DRH, le CRC2 Mathieu ARNAUD rejoint l'équipe transformation de l'entreprise, dans un contexte marqué par le développement puis le déploiement d'un nouveau système d'information (SI) structurant pour l'activité transport et logistique. « *Mon regard extérieur m'a permis de pousser, sans préjugés, la mise en cohérence de ce SI avec l'organisation générale cible, l'homogénéisation du fonctionnement de plus de 600 agences implantées dans des pays très différents et la simplification des processus métiers* ».

Cette affectation dans une entreprise privée lui a été particulièrement bénéfique : outre l'acquisition de nouvelles méthodes de conduite du changement et l'expérimentation du mode de travail collaboratif, il a pu renforcer sa capacité à développer, en interne, des pratiques et des outils innovants. Et il ajoute : « *j'ai vraiment apprécié la fluidité des relations de travail permise par le management transversal des différents projets* ».

Une affectation très riche sur le plan humain, qu'il a également mise à profit pour le Service en orientant plusieurs salariés de l'entreprise vers le statut de commissaire réserviste !

### **Le CRC2 Ludovic LEBEAU, adjoint au directeur général délégué de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de Notre-Dame de Paris**



**« Le chantier de Notre-Dame de Paris, cinq ans de tourbillon incessant »**

C'est sur la terrasse dite « du Mécénat » de la base vie du chantier que le CRC2 Ludovic LEBEAU nous reçoit pour un entretien. Cadre exceptionnel, vue imprenable sur le chevet de la cathédrale Notre-Dame de Paris, en pleine convalescence après le terrible incendie du 15 avril 2019. Depuis maintenant 4 ans, il tient le poste d'adjoint au directeur général délégué de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale, l'ingénieur général de l'armement Philippe JOST. Celui-ci a pris la tête de l'établissement public le 9 septembre 2023 après le décès accidentel du général Jean-Louis Georgelin le 18 août dernier.

L'endroit est à la fois émouvant et une vraie fourmilière : tous les jours, 500 personnes travaillent d'arrache-pied, en plus de 500

autres réparties en régions sur les différents ateliers de restauration. Objectif : l'achèvement du chantier de rénovation fin 2024, comme l'a demandé le président de la République dès avril 2019. Voûtains, anneaux de compression... le vocabulaire architectural n'a plus de secrets pour le CRC2 Ludovic LEBEAU.

Pourtant, il est arrivé sur le poste de manière totalement impromptue : « *l'IGA Philippe JOST, dont j'avais auparavant été le chef de cabinet à la DGA, m'a appelé pour un entretien un vendredi à 17h. À 20h le même jour, après un entretien à l'Élysée avec le général d'armée Jean-Louis GEORGELIN, je savais que je commençais dès le lundi matin. Je n'ai pas hésité une seconde !* ».

Au départ, ils étaient trois, avec un projet à construire : des textes à préparer afin de créer un EPA de toutes pièces (loi du 29 juillet 2019), des réunions interministérielles, des locaux à trouver et une équipe à constituer : « *c'était exaltant car j'étais dans le grand bain d'un projet que l'on ne voit habituellement que de loin* ». Toutes les phases se sont alors enchaînées, « comme un tourbillon » : sécurisation du monument, notamment des voûtes et du pignon Nord qui menaçaient de s'effondrer, puis début des travaux de restauration avec la passation de plus de 130 marchés avec des entreprises de toute la France et de tous secteurs (charpentiers, maçons, tailleurs de pierre, facteurs d'orgue, maîtres-verriers, échafaudeurs, etc.). Et cela va vite : « *depuis l'automne 2022, nous récoltons le fruit de ce travail amont : les voûtes effondrées sont reconstruites, l'orgue est en cours de remontage, les vitraux reviennent peu à peu ravivés de leur couleur d'origine. La charpente de la flèche, dont le tabouret est posé depuis mi-avril, retrouvera sa majesté à 96 mètres de hauteur en fin d'année. Et l'intérieur de la cathédrale va retrouver sa blondeur d'antan* ».

Quel sentiment sera le sien lorsque le chantier sera fini ? « *On savait depuis le début que cette aventure collective extraordinaire durerait 5 ans. Il y a une folle fierté chez nous tous, des entreprises aux architectes des Monuments Historiques ou aux compagnons* ». Des anecdotes, il lui en vient des dizaines : « *la soudaineté dramatique de la naissance du projet ; l'accueil annuel du président de la République lors de chaque anniversaire de l'incendie ; l'émotion ressentie en pénétrant dans la cathédrale en mai 2019, désolée, déserte, toute trouée sur le ciel de Paris* ».

Cette affectation est enthousiasmante, ouvrant sur un monde alors inconnu pour le CRC2 Ludovic LEBEAU, celui du patrimoine et des institutions culturelles : « *c'est très intéressant de se comparer et de contribuer à casser les clichés sur les militaires en montrant au quotidien notre professionnalisme, nos capacités d'organisation et notre ouverture d'esprit. En tant que commissaire des armées, notre faculté à gérer les projets de bout-en-bout, notre adaptabilité ou nos compétences en finances/achats/contrôle de gestion sont très précieuses et j'en suis fier* ».

**Le CRC1 Éric TURQUET DE BEAUREGARD,  
chef du pôle régalien  
du secrétariat général pour la mer**



*« Je suis au cœur du réacteur étatique en matière d'AEM »*

Le Secrétariat général de la mer (SGMer) anime et coordonne les travaux d'élaboration et de suivi de la politique maritime de la France. Il est également à la tête d'une organisation, « l'action de l'État en mer » (AEM), qui repose sur les préfets maritimes (représentants de l'État en mer) placés sous l'autorité de la Première ministre. Cette organisation constitue le cadre d'action de l'État en temps de paix, auquel concourent les administrations agissant en mer (Marine nationale, douanes françaises, affaires maritimes, Gendarmerie nationale, Police nationale, sécurité civile). L'activité de cette organisation se traduit par des missions de police et de surveillance en mer (contrôle de la souveraineté et de la juridiction de la France sur ses espaces maritimes, des approches littorales à la haute mer, de la lutte contre la pêche illégale ou la piraterie maritime, en passant par la répression des trafics maritimes de toutes sortes).

Le CRC1 Éric TURQUET DE BEAUREGARD, d'ancrage Marine, occupe le poste de conseiller « action de l'État en mer » et chef du pôle régalien du SGMer. Il y travaille dans un environnement

extrêmement varié, par le profil des agents avec qui il échange au quotidien (gendarmes, policiers, douaniers, militaires ou fonctionnaires civils) et par les domaines abordés avec des départements ministériels aux périmètres très différents : « *J'ai la chance d'être au cœur du réacteur étatique en la matière, le SGMer détenant la vision globale sur l'ensemble des sujets maritimes* ».

Le CRC1 Éric TURQUET DE BEAUREGARD a eu l'opportunité de travailler fréquemment avec d'autres administrations, notamment au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, à la représentation permanente de la France auprès des Nations unies à New York, à la direction des affaires juridiques, ou au sein de la direction générale des relations internationales et de la stratégie. Et il le souligne : « *La connaissance préalable des acteurs évoluant en dehors du ministère est un atout lorsque l'on travaille dans un cadre interministériel. J'avoue aussi que le réseau des commissaires d'ancrage Marine et des officiers de Marine travaillant dans et à l'extérieur du ministère (en cabinets ministériels notamment) est très précieux pour moi* ».

Et le fait que des commissaires des armées occupent ce type de poste est important à ses yeux : « *le Service étant jeune dans sa configuration interarmées, il est relativement peu connu : il faut faire (re)connaître nos expertises en droit des conflits armés, en AEM ou en droit de la mer, d'autant que ces compétences nécessitent souvent de nombreuses formations et expériences sur le long terme* ».

Dans cette affectation au SGMer, l'ouverture d'esprit compte également beaucoup, elle permet l'acculturation à d'autres secteurs, comme la construction navale, la politique des pêches ou encore les énergies marines renouvelables, et son passage à l'IHEDN comme auditeur au sein de la majeure « enjeux et stratégies maritimes » lui a aussi beaucoup apporté. Cela lui a été très utile dans ses fonctions de coordonnateur des travaux préparatoires du comité interministériel de la mer, par lesquelles il participe à l'élaboration des politiques publiques telles que la décarbonation du transport maritime, la stratégie nationale mer et littoral ou le soutien à l'économie maritime et portuaire.

On l'aura compris, le CRC1 Éric TURQUET DE BEAUREGARD est affecté sur un poste aussi intéressant qu'exigeant, qui implique réactivité, faculté d'adaptation et une propension à se mettre à la place de ses interlocuteurs, dans un seul but : « *trouver le meilleur compromis entre tous les acteurs ministériels impliqués dans les thématiques maritimes, afin de pouvoir proposer des arbitrages au cabinet de la Première ministre* ». Avec la satisfaction, voire la fierté, de voir le fruit de ses travaux parfois traduits en décisions concrètes dans le domaine des politiques publiques maritimes. —

## À L'INTERNATIONAL

### Le CRG2 Jérôme THEILLIER, attaché de défense à Rome



**« Ce que j'apprécie dans ce poste, c'est de pouvoir porter un regard extérieur sur notre système de défense, ce qui permet d'en voir la puissance et la force »**

« J'ai voulu devenir attaché de défense pour donner une suite concrète à mon parcours, et notamment mon passage à l'EMP, au cours duquel j'ai été impliqué dans les travaux de politique militaire et eu l'occasion d'accompagner le président de la République dans de nombreux déplacements, là où se met en œuvre concrètement la stratégie de défense.

À l'Élysée, j'ai eu ce souhait d'aller moi aussi sur le terrain pour participer, à ma mesure, à la mise en œuvre de la vision stratégique impulsée depuis Paris, avec cette conviction que l'Italie, état-membre de l'Union européenne, membre de l'OTAN et acteur majeur en Méditerranée, était un partenaire de défense incontournable pour la France.

À titre personnel, il me semblait également important de compléter mon parcours par une affectation à l'étranger, afin de disposer moi aussi de cette combinaison d'expériences à laquelle je crois beaucoup : interarmées, interministériel et international. Ma désignation comme attaché de défense (AD) à Rome s'est donc inscrite dans une forme de continuité, et en même temps, c'est un métier nouveau, très large, ce qui demande chaque jour un grand investissement personnel.

Ce que j'apprécie dans ce poste, c'est de pouvoir porter un regard extérieur sur notre système de défense, ce qui permet d'en voir

la puissance et la force, mais aussi de s'enrichir sur d'autres manières de faire, autant liées à la diplomatie de défense qu'à la culture des nations représentées à Rome. On y apprend le dialogue, la recherche du consensus et cette aptitude à se décentrer, qui sont autant d'ouvertures ; un autre aspect important de la fonction d'AD, c'est d'incarner en Italie les armées et le ministère des Armées dans toutes leurs dimensions, et d'en être le porte-voix, en interface permanente avec les plus hautes autorités de défense. Dans un pays du premier cercle comme l'Italie, le « polmil » est au cœur du travail de l'AD, ce qui nécessite d'être connecté en permanence avec Brienne, la DGRIS, l'EMA, la DGA et les armées/directions/services. Pour cela, je ne suis pas seul et je dispose d'une équipe solide d'attachés de défense adjoints et d'officiers de liaison et du relais précieux de l'ambassadeur, chef d'orchestre de la relation bilatérale.

Un de mes souvenirs marquants : le survol inédit de Rome par la Patrouille de France et les « Freccia tricolori », pour célébrer la signature du Traité du Quirinal (équivalent du traité de l'Élysée pour l'Allemagne. Traité de coopération renforcée entre la France et l'Italie, signé par le président de la République et son homologue italien le 26 novembre 2021, et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2023). Avoir permis que nos trois couleurs et celles de l'Italie se mêlent dans le ciel romain, en présence des chefs d'État, est pour moi une grande fierté ».



### Le CRC1 François ESCARRAS, attaché de défense à Brasilia

**« Je me vois comme un passeur entre Paris et Brasilia, pour fluidifier au maximum les relations entre les deux pays »**

Depuis quelques semaines, il est de retour à Paris. C'est avec un brin de nostalgie que le CRC1 François ESCARRAS revient sur les trois dernières années passées à Brasilia sur le poste d'attaché de défense (AD), au sein de l'une des plus grosses missions du genre.



Comme ses camarades sur des fonctions identiques, il appartient à l'ancrage Marine et il l'explique : « *le marin, via sa période embarquée, est amené très tôt à travailler avec les AD, bien souvent les premières personnes rencontrées en escale* ». C'est donc naturellement que son intérêt s'est tourné vers ce type de poste. Avant Brasilia, le CRC1 François ESCARRAS était AD au Portugal, après y avoir effectué sa scolarité École de Guerre quelques années auparavant. Un fort tropisme donc pour les pays lusophones, qui n'est pas une coïncidence puisqu'il a rencontré son épouse dans le « pays de Camoens » ! Même constat que les autres AD rencontrés : le commissaire des armées est parfaitement formé pour ce type de poste, avec ses formations académique et initiale, mais aussi grâce au contact des forces côtoyées depuis le début de sa carrière.

Un tel poste conduit au rayonnement du corps. Depuis le règlement sur les agents diplomatiques annexé à l'acte final du Congrès de Vienne de 1815, il est au 3<sup>e</sup> rang protocolaire des ambassades : « *le Service et le corps sont ainsi mis en lumière au travers de cette fonction, et cela suscite d'ailleurs beaucoup de questions chez les Brésiliens sur notre vocation interarmées, car c'est inconcevable dans leur modèle* ».

À ses yeux, pas de plus belle affectation : « *quelle fierté de représenter notre ministère à l'étranger auprès de mon ambassadrice !* ». En tant qu'AD, le CRC1 François ESCARRAS est à la croisée de toutes les questions intéressant la défense : « *cette année, nous célébrons les 15 ans du partenariat stratégique entre la France et le Brésil, je suis la cheville ouvrière du dynamisme de cette relation notamment dans le cadre du dialogue 2+2. C'est stimulant intellectuellement et très gratifiant* ». Faire vivre la relation bilatérale est son cœur de métier, en termes notamment de coopération structurelle (cours, stages, formations) ou de questions opérationnelles car, on l'oublie souvent, le Brésil possède une frontière de 730 km avec la France avec de forts enjeux sur la lutte contre l'orpailage ou différents trafics illégaux. Le métier ne baigne jamais dans la routine et favorise la rencontre de mille interlocuteurs sur autant de sujets différents.

Selon lui, il est essentiel de connaître aussi bien le fonctionnement du ministère des Armées que celui des institutions locales :

« *je me vois comme un passeur entre Paris et Brasilia, pour fluidifier au maximum les relations entre les deux pays* ».

Un poste exceptionnel qu'il quitte avec regret : « *c'est un crève-cœur, car c'est passionnant et on noue des relations d'amitié pendant 3 ans* ». Mais il conclut ainsi : « *il faut savoir rentrer* », afin de mettre à profit son expérience au sein de la DGRIS dès la rentrée 2023.

### Le CRC1 Christophe BERGEY, attaché de défense à Buenos Aires



« *Si on est friand des dossiers géopolitiques et des sujets relatifs à la stratégie de défense, il faut se lancer* »

Déjà tôt dans sa carrière, au grade de CRP, le CRC1 Christophe BERGEY s'est intéressé à la thématique internationale, en commençant par l'EMA sur les aspects budgétaires relatifs à l'outremer, l'UE, l'OTAN ou l'ONU. Cette appétence s'est confirmée lors d'une affectation au sein de la représentation permanente de la France auprès de l'OTAN. Mais selon lui, « *le tremplin vers la fonction d'attaché de défense (AD) a été une affectation au Quai d'Orsay au sein de l'ancêtre de la DCSD* ». D'abord Lisbonne, puis Santiago du Chili et aujourd'hui Buenos Aires en Argentine. Le CRC1 Christophe BERGEY parle couramment espagnol et portugais et, comme il le précise lui-même, il est essentiel de connaître l'histoire, la politique et la culture du pays d'affectation pour bien le comprendre. Cela contribue grandement à la crédibilité et à l'intégration d'un AD. C'est aussi indispensable pour créer un lien fort avec ses interlocuteurs du quotidien et leurs autorités.

Passionné par son poste, il le décrit comme au confluent de trois centres d'intérêts : stratégique, politique et enfin économique. « *Le commissaire est parfaitement légitime pour tenir ce type de fonctions : au cœur des préoccupations exprimées par les forces mais aussi formé académiquement aux qualités d'analyse, de synthèse et de rédaction essentielles dans ce cadre* ». Deux qualités qui le font apprécier par les ambassadeurs.

Le poste d'AD offre aussi des opportunités inédites, la plus récente datant du Salon du Bourget 2023 lorsque le CRC1 Christophe BERGEY a accompagné le CEMAA argentin : « *outré fluidifier et multiplier les échanges, je me suis retrouvé dans le chalet du ministère des Armées pour la co-signature d'une lettre d'intention sur l'acquisition d'hélicoptères. C'est de manière totalement impromptue que j'ai fait office d'interprète pour le ministre des Armées et le CEMAA argentin, c'était très valorisant !* »

Les postes d'attachés de défense sont une occasion unique de vivre des expériences personnelles et professionnelles à l'étranger : « *si on est friand des dossiers géopolitiques et des sujets relatifs à la stratégie de défense, il faut se lancer* ». Pour sa part, le CRC1 Christophe BERGEY travaille seul sans dispositif particulier, sachant qu'il est également AD non-résident pour le Paraguay et l'Uruguay : « *j'aime le niveau de responsabilité qui m'incombe, l'autonomie dont je dispose et la liberté de manœuvre pour faire avancer le pourtour et le contenu de la relation bilatérale* ». —

### **Le CRP Joris, officier coordination de l'attaché de défense près l'ambassade de France à Washington**

Le CRP Joris le précise d'emblée : il a saisi au vol une opportunité, celle de l'ouverture aux commissaires du poste d'officier coordination de la mission de défense (MDD) au sein de l'ambassade de France à Washington aux États-Unis. « *C'est une chance unique !* ».

Le domaine international l'attirait déjà et lorsque l'occasion s'est présentée, c'est en famille qu'il est parti en 2021 vivre cette expérience hors normes : « *c'est très enrichissant, j'apprends énormément sur les relations internationales et la géopolitique dans un environnement interarmées et interministériel. Baigner dans ces sujets à travers le réseau diplomatique de défense apporte un éclairage différent sur les nombreux sujets d'actualité* ». Depuis deux ans, il a d'ailleurs été contacté par d'autres commissaires intrigués et potentiellement intéressés par ce poste.

Les compétences natives des commissaires sont très utiles pour lui sur place, notamment en raison de la dimension administrative du poste : « *nous participons activement au soutien du personnel de la MDD et de la soixantaine d'officiers de liaison présents aux États-Unis. Mon rôle est celui d'un facilitateur au quotidien, comme une courroie de transmission entre la MDD, le secrétariat*



*général de l'ambassade, les organismes de soutien en France et nos interlocuteurs aux États-Unis. Cela signifie concrètement être à la manœuvre pour organiser le soutien général du service, les visites de délégations sur le territoire américain ou encore les déplacements et activités de l'attaché de défense* ».

Une expérience qu'il aimerait, pourquoi pas, renouveler en organisation internationale ou en ambassade, compte tenu des souvenirs professionnels et personnels déjà construits : « *maintenant, c'est mon fils qui m'apprend des mots en anglais !* ». —



## Le CRC1 Jean-François TEISSIÉ, sous-directeur des moyens à la DCSD



**« Soutenir est un métier,  
il faut des spécialistes à la barre ! »**

Avec 35 ans de service, un long parcours dans les forces au sein de l'armée de Terre mais aussi en administration centrale ou à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), le CRC1 Jean-François TEISSIÉ sert depuis trois ans au sein de la direction de la coopération et de sécurité de défense (DCSD), un des départements du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). La DCSD contribue à la mise en œuvre de la politique étrangère en matière de sécurité et de défense du MEAE. En coordination avec les ministères des Armées, de l'Intérieur, de la Justice et de l'Économie et des Finances, elle contribue au développement des compétences des forces armées, de sécurité intérieure et de protection civile des pays partenaires. La coopération structurelle de sécurité et de défense s'organise principalement sur l'horizon du moyen terme et développe ses actions dans un esprit de partenariat avec les pays bénéficiaires. Elle est complémentaire des coopérations opérationnelles conduites par les ministères des Armées et de l'Intérieur.

En relation directe avec les autres départements du MEAE mais aussi avec les ambassades, le CRC1 Jean-François TEISSIÉ apprécie en outre ce contexte interministériel qu'il connaissait déjà à la BSPP : *« travailler avec des diplomates, gendarmes, policiers ou douanes est très enrichissant et permet de sortir de sa zone de confort en sollicitant particulièrement les qualités d'argumentation et d'adaptation à un autre environnement et à une autre culture »*.

L'intérêt du poste réside aussi dans sa mission qui consiste à appuyer très concrètement (dans les domaines finances, achats, juridique, logistique, RH, formation et missions d'expertise) le

déploiement des projets mis en œuvre par les 313 coopérants du réseau de la DCSD dans 53 pays.

Cet appui se concrétise par la gestion de :

- 100 M€ de ressources budgétaires titre 2 et hors titre 2 ;
- 5 M€ de ressources issues de fonds de concours ;
- près de 400 agents en central et dans les réseaux ;
- la prescription et l'acheminement de près de deux millions de matériels ;
- la mise en formation de 4.000 stagiaires ; 1.000 en France et 3.000 au sein de son réseau d'École Nationale à Vocation Régionale (ENVR).

Cette responsabilité permet par ailleurs si nécessaire de se déplacer *in situ* pour constater sur place la mise en œuvre de ces ressources. Le commissaire en poste à la DCSD est un ambassadeur du SCA et du ministère, et comme il le rappelle : *« on nous apprécie pour notre expertise, notre capacité à commander, à donner des ordres et objectifs, mais surtout à prendre soin des femmes et des hommes que l'on encadre ; ces bonnes pratiques complètent bien évidemment celles déjà déployées au sein du MEAE »*. Et professionnellement, la fonction est très concrète : *« elle participe à la gestion des projets de bout-en-bout, depuis leur conception jusqu'à leur mise en œuvre et au pilotage de leurs actions, comme par exemple en 2021 à l'occasion de la création de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) en Côte d'Ivoire »*.

Une affectation qui lui a plu dès le début et qui l'enthousiasme toujours autant : *« j'appréhende désormais mieux les missions du MEAE et son action dans l'articulation interministérielle de la mise en œuvre de la politique étrangère de la France »*.

## Le CRP Yann REGALLET, DCSD/coopérant Côte d'Ivoire

**« Pour un projet aussi important que cet institut,  
la part du soutien est nécessairement importante,  
notamment pour les aspects logistiques,  
financiers ou administratifs »**

Dès ses premiers mots, on devine l'enthousiasme du CRP Yann, REGALLET coopérant en Côte d'Ivoire depuis deux ans. Cette affectation est le fruit des circonstances, le bâtiment sur lequel il servait devant désarmer un an seulement après sa prise de fonction à bord. Volontaire de longue date pour un poste outre-mer ou à l'étranger, il affirme : *« quand le gestionnaire m'a appelé, j'ai eu une semaine pour réfléchir et cela n'a pas été long car cette idée d'aventure m'a séduit, en plus du fait que je ne connaissais ni la DCSD ni la coopération militaire »*.



Vivre à Abidjan est aussi une découverte culturelle : « *je vis et travaille avec les Ivoiriens comme un expatrié, j'appréhende d'autres façons de vivre* ».

Il travaille au sein de l'institut de Sécurité Maritime Interrégional (ISMI) d'Abidjan qui forme les cadres civils et militaires des administrations et entités privées ayant des compétences dans les domaines de la sécurité, de la sûreté maritimes et de la protection du milieu marin. L'institut a vocation à permettre aux états du Golfe de Guinée de renforcer leurs capacités dans le domaine de l'Action de l'État en Mer (AEM). Au sein de cette école, toute la panoplie des compétences des commissaires des armées est mise en œuvre : « *pour un projet aussi important que cet institut, la part du soutien est nécessairement importante, notamment pour les aspects logistiques, financiers ou administratifs* ». L'ancrage Marine du CRP Yann REGALLET est également primordial, puisqu'il offre une connaissance du milieu maritime et donc la possibilité d'être coordonnateur pédagogique de formation dans le domaine de l'AEM. C'est d'ailleurs le cas de son camarade commissaire en poste au sein de l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme (AILCT), dans laquelle l'ancrage Terre est un atout majeur.

Sa fonction lui offre une expérience unique : « *mon travail porte sur les problématiques majeures de sûreté et de sécurité maritime :*

*pêche INN (illégal, non déclarée et non réglementée), lutte contre les trafics illicites, lutte contre la piraterie et le brigandage, sauvetage en mer, renseignement maritime, lutte contre la criminalité portuaire, protection de l'environnement marin* ».

Et il conclut par un sujet qui lui tient à cœur : « *cette année, j'ai réussi à nouer un partenariat avec l'expédition française Plastic Odyssey en escale à Conakry afin de former les acteurs économiques régionaux sur des solutions innovantes et adaptées aux réalités locales pour le traitement des pollutions plastiques* ».

Adaptabilité, ouverture d'esprit et envie de découverte : des maîtres-mots pour s'épanouir sur un tel poste à l'image du CRP Yann REGALLET. —

### **Le CRC1 Patrick ROLLAT, conseiller militaire au sein de la Représentation permanente de la France aux Nations unies**



#### **Coups de marteau, hourras et chocolats**

« *Je souhaitais vivre une expérience professionnelle hors de métropole, hors de France et surtout à l'international. Et voilà deux ans que je sers comme conseiller militaire adjoint au sein de la Représentation permanente de la France aux Nations unies à New York. C'est une chance unique !* ». Son rôle consiste à défendre les positions de la France, fort notamment des relations entretenues avec ses homologues militaires des autres états.

Pour le CRC1 Patrick ROLLAT, être expatrié est aussi une aven-

ture personnelle, parti avec sa famille dans « *la ville qui ne dort jamais* ».

Il le précise lui-même : cette affectation est à la fois déstabilisante et enrichissante, car l'environnement est très différent et le multilatéral suppose de se plier à des règles du jeu particulières. Un challenge très motivant !

Plusieurs commissaires se sont succédés sur le poste : « *nos compétences natives, dans les domaines juridiques, administratifs ou financiers sont particulièrement utiles. Si le champ d'action très large des Nations unies rend humble, les tâches sont naturellement concentrées sur les opérations de maintien de la paix de l'ONU dans le monde, fortes de plus de 75 000 militaires et policiers, sujet déjà bien vaste et mouvant* ». Il n'y a en effet pas d'entité plus multilatérale que l'Organisation des Nations unies. La France entretient ainsi des liens particulièrement forts avec les pays dits « affinitaires », dont notamment le bloc régional européen et les États-Unis.

Le CRC1 Patrick ROLLAT a découvert les processus de la négociation diplomatique dans ce cadre, avec toute leur inertie lorsqu'il s'agit d'obtenir un consensus des états-membres, par exemple lors de la rédaction du rapport annuel du comité spécial des opérations de maintien de la paix. La politique des petits pas est reine et peut générer une forme de frustration : les discussions sont longues pour aboutir au « coup de marteau » qui entérine un paragraphe agréé, alors souvent salué par quelques « hourras » et parfois accompagné de chocolats. Car créer un climat propice aux échanges, voire amical, fait aussi partie des pratiques aux Nations unies, et ce le plus souvent en langue anglaise qu'il convient de maîtriser suffisamment pour la comprendre dans la multitude d'accents différents. —

### **Le CRC2 Jean ASSIER-ANDRIEU, chef de cabinet du représentant militaire et de la Défense de la France auprès de l'OTAN et de l'UE, à Bruxelles**

**« Être le premier commissaire  
à occuper ce poste a été un défi »**

« *Après un parcours dans les forces, le SCA, l'administration centrale et l'EMA, je souhaitais vivement une expérience internationale. Je n'ai pas été déçu.*

*J'ai pris les fonctions de chef de cabinet du représentant militaire et de la Défense de la France auprès de l'OTAN et de l'UE quelques jours avant le désengagement d'Afghanistan à l'été 2021, et quelques mois plus tard, je me suis trouvé au cœur des réactions otaniennes et européennes à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.*

*Mon rôle se situe à l'interface du militaire et du politique avec la richesse d'un vaste réseau de correspondants. Je précise que, bien qu'insérée au sein de représentations diplomatiques relevant du*



MEAE, la représentation militaire est un organisme de la DGRIS.

*Être le premier commissaire à occuper ce poste a été un défi. Faire connaître le corps des commissaires en a fait partie, notamment vers les plus jeunes. J'ai eu l'occasion de le faire auprès de nombreux stagiaires en fin de cursus en sciences politiques et en droit. J'ai été également heureux de retrouver d'anciens commissaires ayant embrassé une seconde carrière otanienne ou européenne avec succès.*

*La bonne connaissance du monde du soutien et de l'administration du ministère a été sans doute un atout pour certains sujets. Il faut aussi compter sur une grande polyvalence pour ce type de poste qui exige de passer de sujets très concrets à des travaux plus prospectifs... là aussi un beau défi. En retour, ce poste m'apporte une ouverture intéressante sur l'évolution des deux institutions à un moment historique ». —*

**Développer des perspectives d'emploi en interministériel et dans le haut encadrement de la fonction publique d'État, favoriser la mobilité dans le secteur privé et les perspectives d'emploi à l'international, autant de belles opportunités accessibles aux commissaires des armées. Les expériences vécues par les témoins de cet article mettent en lumière les bénéfices partagés pour les employeurs et les officiers eux-mêmes. ■**

# EN MER

## OU DANS LES PORTS,

### les défis du soutien

Rédacteur : Marion LOTTEGIER

Illustrations : CASP Antoine/GSBdD Toulon ; GSBdD Brest-Lorient ; Lisa BESSODES/Marine nationale

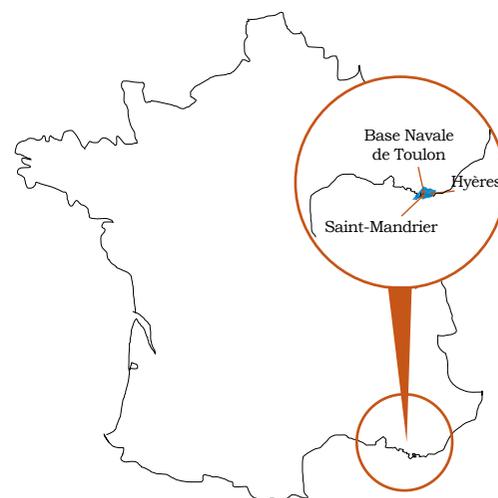
**S**outenir les forces opérant sur l'eau, sous l'eau et au-dessus de l'eau. Telle est la mission des groupements de soutien des bases de défense portuaires. Sur le territoire métropolitain, ils sont au nombre de trois : Toulon, Brest et Cherbourg. Leur point commun ? Leur proximité immédiate avec un grand port militaire. Leur terrain de jeu ? Une base navale opérationnelle, nucléaire et industrielle. « *Au-delà du soutien quotidien que l'on retrouve dans tous les GSBdD, les GSBdD portuaires ont cette spécificité de soutenir tant les forces navales, qu'elles soient sous-marines ou de surface, que l'autonomie des bâtiments pour leur appareillage* », nous explique le CRG2 Bruno LESCURE, chef de la division exploitation de la DCSCA. Mais si l'on a tendance à les comparer, ces trois GS portuaires n'ont en commun que l'eau salée. Ils ne peuvent être comparés ni par les unités qu'ils soutiennent, ni par leur organisation, ni enfin par les prestations de soutien qu'ils délivrent. Plongez au cœur de ces trois GS portuaires, acteurs clés du soutien délivré à la Marine nationale, aussi éloignés géographiquement que par leurs missions.

*NDLR : les missions dévolues à l'ensemble des GSBdD, dont certaines sont classiques, ne seront pas abordées dans cet article, qui a pour vocation de mettre en lumière des activités bien spécifiques, que l'on ne retrouve nulle part ailleurs.*

#### TOULON, LE GSBdD DU LEVANT : UN SOUTIEN RÉSOLUMENT TOURNÉ VERS L'OPÉRATIONNEL, CALQUÉ SUR L'ACTIVITÉ DU PLUS GRAND PORT MILITAIRE FRANÇAIS

À base de défense hors norme, soutien dimensionnant.

Le GSBdD de Toulon se classe parmi les GS les plus importants de France. Un effectif calibré en cohérence avec une base de défense qui compte plus de 25 000 personnels, 200 organismes et 13 restaurants administratifs.



Pour soutenir de tels effectifs, le GSBdD de Toulon s'organise autour d'une portion centrale et de trois pôles : Toulon, Saint-Mandrier et Hyères, concentrés dans une pastille de 30km de diamètre.

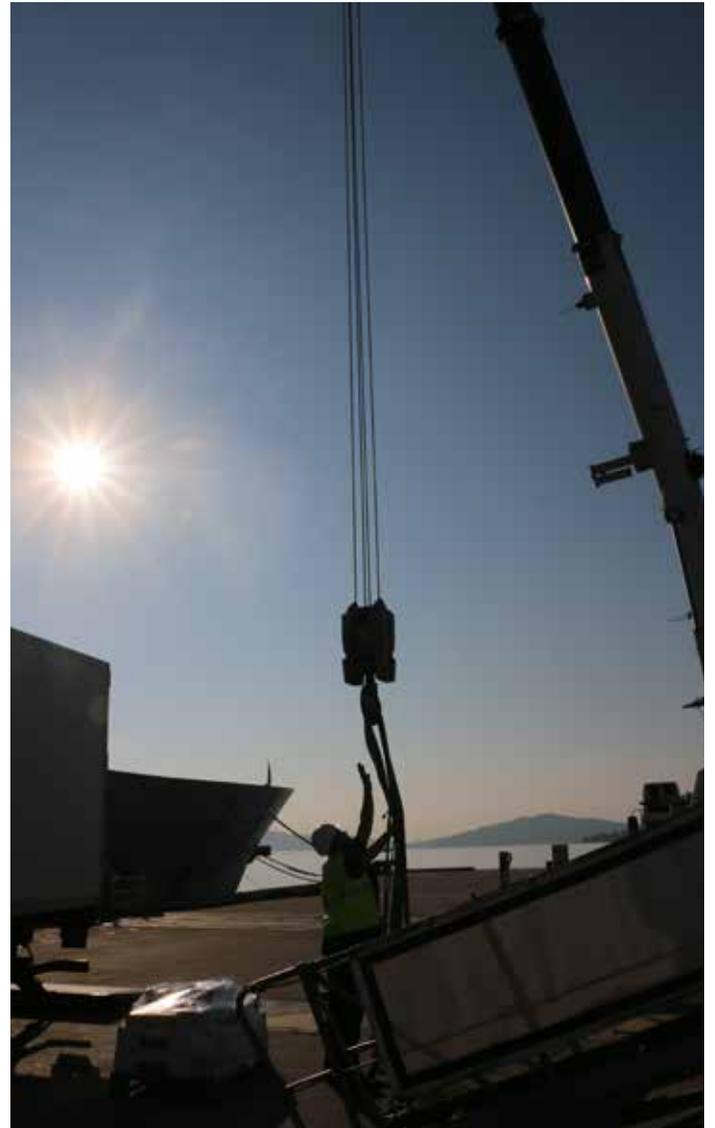
Les unités du port militaire de Toulon ont vocation à intervenir sur un large spectre de missions aéromaritimes et sur les principaux théâtres d'opération maritime, requérant ainsi du GSBdD un certain niveau opérationnel. « *Les trois maîtres-mots du GS de Toulon sont réactivité, disponibilité et adaptabilité, pour répondre aux appels du soutien Commissariat des unités de jour comme de nuit, tous les jours de l'année* », nous confie le CRG2 Xavier PRACHE, alors directeur du GSBdD. Afin d'assurer au mieux cette activité de soutien axée sur l'opérationnel, le GSBdD de Toulon se démarque dans plusieurs domaines, dont le grutage de matériels, de vivres ou de munitions sur les bâtiments de la Marine nationale et surtout la logistique « vivres opérationnels ».

### Une section de grutage unique en métropole

Élément central parmi les soutenus, la base navale de Toulon est le premier port militaire de projection en Europe. « *La base navale de Toulon est le port de départ essentiel pour l'ensemble de nos opérations en Méditerranée, en mer Noire, en océan Indien, en Atlantique* », témoigne le vice-amiral Alban LAPOINTE (COMCICOS). Un défi quotidien pour le soutien. Pour le relever, le GSBdD de Toulon dispose de moyens uniques, comme la section de grutage. Le rôle de cette section ? Approvisionner les bâtiments de la Marine nationale en matériels, vivres et munitions par le biais de moyens de levage, notamment des grues. Une mission effectuée par le seul GSBdD de Toulon, unique organisme du SCA à disposer de tels moyens.

Au sein du département coordination production soutien commun du pôle base navale Toulon (DCP/SC pôle BNT), le grutage est un des quatre pools de la section planification du bureau transport. Sa mission ? Approvisionner les bâtiments de la Marine nationale en matériels et en vivres, dont notamment les vivres opérationnels, et embarquer/débarquer les munitions et lots aéro par le biais de moyens de levage. Si la Marine nationale est le gestionnaire logistique des biens, le GSBdD, lui, en est l'utilisateur. Une mission réalisée grâce à cinq grues : trois de 40 tonnes et deux de 55 tonnes. Chaque mission de grue est unique et nécessite une planification en amont : reconnaissance de la nature du terrain, des conditions météorologiques, environnement ou encore identification de nature de la charge à lever. Un travail en amont réalisé par des planificateurs qualifiés, en poste au GSBdD de Toulon.

Afin de pallier la pénurie de conducteurs que connaît le GSBdD de Toulon, ce dernier a mis en œuvre une politique de polyvalence de ses chauffeurs afin de pouvoir optimiser le plan de charge. Pour ce faire, 10 conducteurs du bureau transport ont été formés à la spécialité de grutier.





Une compétence bien spécifique qui requiert rigueur, maîtrise de soi et concentration, pour le succès de missions diverses et variées : transport de personnel, de fret, de matières sensibles... tant au profit du GSBdD de Toulon qu'à celui d'autres GSBdD. En 2022, le bureau transport a ainsi assuré plus de 1 000 opérations de grutage, soit l'équivalent de près de 10 000 coups de crocs ! Un terme bien technique en transport et très familier du GSBdD de Toulon, qui permet de comptabiliser chaque portée de charge par la flèche, l'extrémité du bras de la grue.

Les missions de grutage sont en constante évolution et varient en fonction des équipements des armées qui se modernisent. En 2022, le pool grutage a reçu une grue de modèle Liebherr 55 tonnes à 3 essieux, qui dispose d'une flèche télescopique composée d'un bras de 10,20 mètres pouvant s'étendre jusqu'à 40 mètres. Capable de soulever une charge jusqu'à 55 tonnes, dans un rayon d'action de 3 mètres maximum (abaque court), elle dispose d'une télécommande pour manœuvrer la flèche depuis l'extérieur de la cabine de la grue, offrant une meilleure visibilité lors des chargements sensibles. Dans les années à venir, le pool grutage devrait s'enrichir d'une grue 70 tonnes, à plus grande capacité et adaptée aux nouveaux vecteurs des armées.

Avec sa mission grutage, spécificité propre au GSBdD de Toulon qui demeure l'unique organisme du SCA à disposer de tels moyens, le bureau transport du pôle Base navale démontre sa capacité opérationnelle au profit de l'ensemble des soutenus de la base de défense de Toulon, 24h/24, 365 jours par an.

### Une logistique vivres essentielle au soutien de la Flotte

Singularité portuaire du soutien à la Marine nationale, la section « Vivres opérationnels » du GSBdD de Toulon est chargée de l'approvisionnement opérationnel en vivres des unités embarquées sur les bâtiments de surface et dans les sous-ma-



rins nucléaires d'attaque stationnés à Toulon, ainsi que des unités à terre (fusiliers marins et commandos). Elle assure avec une grande réactivité les opérations de ravitaillement des forces et contribue ainsi à la réussite des sorties en mer.

« Chaque année, ce sont près de 8 500 tonnes de vivres qui sont délivrées aux 140 unités de surface, sous-marins, ou à terre », témoigne Isabelle, cheffe de la logistique vivres. Porte-avions, frégates, sous-marins nucléaires d'attaque... la section participe à l'approvisionnement de nombreux bâtiments hautement stratégiques, tel que le porte-avions Charles de Gaulle.

« Nous avons trois régimes de vivres dans le magasin : les vivres croisières, appelés « trentaines », pour les sous-marins nucléaires d'attaque, les rations de combat pour les unités embarquées qui en ont besoin ou le groupement de fusiliers marins (GFM) qui part sur le terrain, et les unités logistiques Vivres (ULV) pour le Charles de Gaulle et les unités en mer, qui représentent plusieurs dizaines de palettes de produits congelés, ambiants et froid », explique Fabien, chef de section Vivres opérationnels. Avec un suivi quotidien, le GSBdD de Toulon est un partenaire essentiel pour que les bâtiments de la Marine nationale soient opérationnels et reçoivent l'approvisionnement des vivres dès qu'ils en ont besoin. Ces derniers agissant parfois sous très faible préavis et pouvant appareiller en moins de 24h, il est nécessaire d'avoir un service vivres opérationnels très réactif, capable d'assurer leur approvisionnement jusqu'à leur livraison en bas de la coupée et également, suivant les cas, le grutage à bord du bâtiment en moins de 24h. La section Vivres opérationnels est ainsi chargée d'entretenir et de délivrer un impressionnant



stock de vivres, dont le conditionnement nécessite un savoir-faire unique et une bonne intelligence de situation. Pour répondre aux besoins spécifiques des unités le plus rapidement possible, la section dédiée aux vivres opérationnels a déployé une logistique bien orchestrée, fondée sur trois critères : discrétion, expertise et réactivité. Et souplesse, comme l'expliquait le commandant en second du sous-marin nucléaire d'attaque Rubis : « *La section vivres opérationnels doit continuellement prendre en compte les spécificités techniques de bâtiments hors-norme, comme l'escadrille des sous-marins nucléaires d'attaque, sur lequel l'espace est très réduit. Cela a un impact sur la logistique et l'approvisionnement des vivres. Les programmes des sous-marins peuvent changer sous faible préavis et les livraisons doivent parfois être adaptées sous très faible préavis. La section vivres opérationnels fait toujours preuve de souplesse et de réactivité* ».

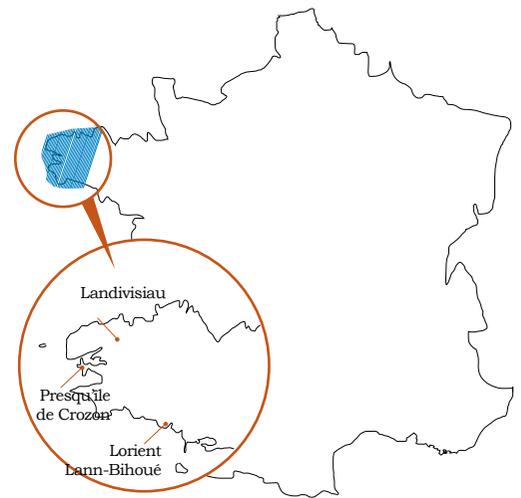
En plus du stockage et de l'approvisionnement des bâtiments, la section Vivres opérationnels est également chargée du rafraîchissement du stock d'ULV et de centaines, de la reprise des vivres non consommés par les unités en retour de mission et de leur mise en vente dans les magasins de la section, ainsi que de la préparation des documents spécifiques lors des expéditions de vivres vers l'étranger pour le ravitaillement en escales des sous-marins. Enfin, la section vivres opérationnels travaille en lien direct avec les forces afin d'adapter en permanence son offre aux besoins des nouveaux types de bâtiment qui disposent de capacités de stockage inédites (SNA type Suffren et BRP - bâtiment ravitailleur de forces- type Jacques Chevallier). Avec son engagement et grâce à

son expertise unique, la section « Vivres opérationnels » est un maillon indispensable au bon fonctionnement des forces maritimes, afin qu'elles soient opérationnelles en tout temps, tout lieu, toutes circonstances.

En résumé, toutes ces missions illustrent la devise du GSBdD de Toulon : « Soutenir, ici et au loin ».

## **BREST-LORIENT, LE GSBdD DU PONANT : LE SOUTIEN AU SERVICE DE LA DISSUASION ET DE LA RÉSILIENCE DU PORT MILITAIRE DE BREST**

La Marine nationale concentre dans la base de défense de Brest sa flotte océanique stratégique, la plupart de ses bases aéronautiques navales et de ses forces de fusiliers marins commandos, ainsi



**Plongez**  
au cœur de la logistique  
vivres opérationnels au  
GSBdD de Toulon lors d'une  
escale du porte-avions  
Charles de Gaulle



que de formation initiale d'officiers marinières. Acteur opérationnel au service de la dissuasion et de la résilience du port militaire de Brest, le GSBdD de Brest-Lorient se singularise tant par son élongation (plus de 135 km) que par les unités qu'il soutient : les forces navales et aéronautiques, les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et les fusiliers marins commandos. Un soutien adapté aux missions de ces unités soutenues : celle de la mise en œuvre et de l'accompagnement de la mission de dissuasion.

### Sur les bases aéronavales bretonnes, un soutien entre air et mer

La force maritime de l'aéronautique navale dispose de quatre bases. Sur ces quatre bases aéronavales que compte la Marine nationale, trois se trouvent en Bretagne : Landivisiau, Lann-Bihoué et Lanvéoc-Poulmic. Le soutien de ces bases et de leurs flottilles est assuré par le GSBdD de Brest-Lorient, requérant ainsi de ce dernier une adaptation particulière, afin de prendre en compte les particularités et spécificités des formations soutenues et de leurs missions.

#### Approvisionner les équipages des patrouilleurs maritimes en denrées alimentaires

Les patrouilleurs maritimes effectuent des missions de longue durée au cours desquelles les équipages doivent s'alimenter. Pour soutenir ces unités particulières, le restaurant de la base de Lann-Bihoué, armé par les équipes du GSBdD postées en alerte constante afin d'assurer un service optimal, a créé un atelier spécifique chargé de la préparation, du conditionnement et de la délivrance des repas. Les équipements opérationnels à bord des avions ne laissant que très peu de place - voire aucune - au stockage des denrées alimentaires, le personnel adapte les collations, tout en veillant au respect des besoins énergétiques du personnel navigant et à celui des règles de sécurité



alimentaire. Des denrées quelque peu particulières, acheminées jusqu'aux patrouilleurs maritimes par le bureau transport du pôle de Lann-Bihoué, en tout temps, tout lieu...et toutes conditions météorologiques.

#### Soutenir la posture permanente de sûreté et de protection de l'espace aérien français



Si les déplacements hors des bases de défense ne relèvent pas en principe des GSBdD mais du centre de transports et de transit de surface (CTTS), le GSBdD Brest-Lorient dispose d'une certaine autonomie en raison des liens naturels existant entre les ports de guerre et la présence du groupe aéronaval en Bretagne (avions de chasse Rafale à Landivisiau, Hawkeye à Lann-Bihoué) qui rejoint régulièrement le porte-avions à Toulon. La contribution des trois flottilles de Rafale Marine au dispositif de posture permanente de sûreté aérienne (PPSA) du territoire, la délocalisation possible d'une flottille (déploiement d'aéronefs et de leur équipage sur un terrain militaire ou civil) ou encore le déroutement d'un appareil en avarie, imposent d'avoir la capacité de mobiliser rapidement des moyens en personnel et matériel roulant. Une mission qui incombe au GSBdD en charge du transport du personnel participant à la permanence opérationnelle, ainsi que de celui du matériel technique indispensable à la mission ou des pièces destinées à la réparation de l'appareil en panne.

#### Entretenir les pistes et leurs abords

Les aéronefs (hélicoptères et avions légers) de la base aéronavale de Lanvéoc-Poulmic utilisent une piste en herbe, dont la couverture engazonnée fait l'objet d'un contrôle et d'un entretien rigoureux afin de prévenir toute irrégularité. Si les chaussées aéronautiques empruntées par les « chasseurs » à Landivisiau et par les « patrouilleurs maritimes » à Lann-Bihoué sont bitumées et relèvent donc du service d'infrastructure de la défense (SID), ce dernier n'intervient pas sur les abords herbeux qui doivent être régulièrement fauchés afin d'éviter tout risque de collision lors des phases de décollage et d'atterrissage, conformément aux recommandations de la Direction générale de l'aviation civile. L'entretien de ces espaces est réalisé par les régies « espaces verts des pôles » du GSBdD de Brest-Lorient, qui assurent éga-



lement une astreinte gel en période de grand froid afin de garantir la capacité à utiliser la piste et à circuler sur les voies.

### La réactivité au service des commandos Marine

Comme l'ensemble des pôles qui composent le GSBdD de Brest-Lorient, celui de Lorient/Lann-Bihoué assure un soutien de proximité au profit des forces stationnées dans la garnison lorientaise, avec cependant une particularité : celle de soutenir les forces spéciales « Mer », stationnées pour la plupart sur la Base des Fusiliers Marins Commandos (BFMC) à Lanester (56). Un soutien spécifique pour une population bien particulière, notamment dans le domaine de l'habillement/équipement.

Le pôle de Lorient/Lann-Bihoué est en effet chargé d'habiller et d'équiper l'unité dès son incorporation à l'Ecole des Fusiliers Marins Commandos. Pour ce faire, le pôle dispose d'un outil technologique de dernier cri : une cabine de prise de mesure 3D. Un matériel qui donne en quelques secondes les mensurations de chaque personnel et qui édite dans la foulée une fiche individuelle listant les articles à percevoir. Un outil précieux qui permet des délivrances rapides, facilitant ainsi les opérations. La perception du packaging spécial commando, comprenant les effets et articles nécessaires à l'exercice de ces missions, est assurée par le magasin soutien de l'homme (MSH). Au total, les unités reçoivent une trentaine d'articles, dont les effets balistiques (casque, gilet pare-



### LE CHIFFRE

# 135

**C'est le nombre  
de kilomètres  
qui séparent les différents pôles  
du GSBdD de Brest-Lorient**

balles, plaques balistiques, lunettes, etc.).

Le très court préavis avec lequel les fusiliers marins commandos partent parfois en mission requiert du magasin une certaine réactivité afin d'être en capacité de fournir à temps les articles nécessaires pour le théâtre concerné. Le dialogue constant entre le magasin soutien de l'homme et la division expertise/prospection d'ALFUSCO permet à ces articles d'être régulièrement ajustés et améliorés, afin de les faire correspondre au juste besoin de ces unités. Des ateliers visant à innover et confectionner des pièces spécifiques afin d'adapter le matériel des forces spéciales à l'usage particulier et intensif auquel il est soumis sont ainsi conduits par le pôle Lorient/Lann-Bihoué.

Par son expertise, sa réactivité et sa disponibilité, le pôle de Lorient/Lann-Bihoué du GSBdD de Brest-Lorient garantit ainsi aux forces spéciales « Mer » des conditions d'activités optimales, faisant de lui un maillon essentiel du soutien délivré à ces combattants.

### Une contribution directe au soutien de la dissuasion

Le GSBdD de Brest-Lorient a développé des savoir-faire spécifiques, notamment en termes de concentration des moyens dans

## DU LINGE PLUS BLANC QUE BLANC !

Traiter quotidiennement plus de deux tonnes de linge ? C'est le challenge relevé par la blanchisserie du GSBdD de Brest-Lorient au profit de ses 20 000 soutenus ! Construite en 1831 sur un terrain acheté par la Marine nationale en 1784, cette blanchisserie est l'unique et dernière blanchisserie des armées. Et près de deux siècles et demi plus tard, elle est toujours opérationnelle et tient ses impératifs de production. La clé de son succès et de sa longévité ? Son adaptation constante aux demandes fluctuantes et particulières de la Marine nationale (et un peu d'automatisation et de technologies de dernier cri...).

un port tel que celui de l'arsenal de Brest. Parmi ces savoir-faire atypiques : celui de la restauration et du soutien vivres, et plus particulièrement l'optimisation de l'espace des bâtiments de surface ou des sous-marins, avec des conditionnements adaptés à leur taille et à leur équipage. Une mission qui revient au Centre logistique vivres (CLV), véritable cœur opérationnel du département « restauration, hébergement, hôtellerie, loisirs » (DR2HL) du GSBdD de Brest-Lorient.

Le CLV est chargé d'assurer la commande, la réception, le stockage et la délivrance de denrées, à température ambiante, réfrigérées ou surgelées, et de rations de combat individuelles réchauffables (RCIR) au profit des unités navigantes de la Force d'action navale (FAN) et de la Force océanique stratégique (FOST), mais également au profit des unités à terre. Le CLV constitue une interface entre les unités et l'extérieur. Il a pour objectif d'assurer la logistique des vivres du premier au dernier kilomètre au profit des unités embarquées.

Un véritable bout-en-bout portuaire.

Son but ? Garder secrète la livraison des vivres sur les bâtiments et, de ce fait, l'appareillage des unités afin de préserver la discrétion des opérations navales et d'éviter toute action hostile visant l'alimentation des marins (*food defence*). Véritable acteur opérationnel au service de la dissuasion et de la résilience du port militaire de Brest, le CLV comprend en son sein une section bien particulière : celle des vivres opérationnels, en charge du soutien en vivres des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE).

Sa raison d'être ? Préparer les denrées destinées aux SNLE afin de garantir le fonctionnement en autonomie des unités opérationnelles embarquées. Les menus d'une patrouille de SNLE sont fixés à l'avance, ce qui requiert de la part de la section vivres opérationnels de fournir et de conditionner les denrées

de façon normée, c'est-à-dire adaptée aux contraintes du sous-marin. Afin d'assurer et garantir l'approvisionnement en vivres des SNLE lors des départs en mission sous très faible préavis, la section vivres opérationnels du CLV entretient en permanence un volume de denrées nécessaires à la préparation des quatorzaines. Un stock qui permet également de faire face à une perturbation momentanée des circuits d'approvisionnement en vivres, en raison d'une crise sociale, sanitaire ou de tensions internationales, sans perturber les activités opérationnelles des SNLE. Si réactivité et adaptabilité sont les maîtres mots de la section vivres opérationnels du CLV, sa contribution directe au soutien de la dissuasion constitue le volet le plus sensible et le plus exigeant d'une activité largement tournée vers l'opérationnel. En bref, « un GSBdD multi-missions, qui soutient tout le spectre des forces maritimes, associé à la manœuvre des soutiens et ajusté aux différents besoins des forces soutenues » comme l'affirme le CRG2 Marc PRANGÉ, chef du GSBdD Brest-Lorient.

## LE SCAVIEZ-VOUS ?

**Le chef du GSBdD de Brest-Lorient détient une compétence spécifique nationale plutôt atypique... celle de la gestion logistique des coffres d'argenterie et de la vaisselle de représentation en service dans la Marine nationale, reprenant ainsi une longue tradition relevant autrefois de la direction du commissariat de la Marine à Brest. Au total, le GSBdD détient 86 coffres, complétés selon les besoins en vaisselle et cristallerie de représentation, ou encore d'ustensiles à usage moins courant tels que les cuillères à moutarde ou à fraises, les fourchettes à sardines ou les pinces à asperges... Des objets de valeur dont le GSBdD vérifie l'état tous les deux ans.**

## CHERBOURG, LE GSBdD DE LA FAÇADE MARITIME MANCHE MER DU NORD : UN SOUTIEN AU PLUS PRÈS DES FORCES ET EN ADAPTATION CONSTANTE

Concentré sur le segment nord-ouest du territoire métropolitain, le GSBdD de Cherbourg apporte son soutien à près de 3 000 soutenus et 50 formations. Entièrement inscrit dans le modèle GS



NG et sa vocation interarmées, le groupement de soutien de la base de défense de Cherbourg n'en demeure pas moins, à l'image de ses deux grands frères, essentiellement tourné vers le soutien maritime.

Le soutien cherbourgeois se caractérise par une dichotomie du besoin des soutenus. « *Mettant parfaitement en application les principes de proximité et d'adaptabilité, le GSBdD de Cherbourg a adopté une organisation permettant de faire face à une dualité de l'activité des formations soutenues de la plaque cherbourgeoise : activité opérationnelle d'une part, et de formation d'autre part* », explique le CRC2 Gérald, chef du GSBdD.

Parmi les unités soutenues par le GSBdD de Cherbourg, une répartition géographique s'opère, entre Cherbourg, hébergeant le port militaire et ses forces maritimes, et Querqueville, terre d'accueil des écoles de formation de la Marine nationale et du service du commissariat des armées. « *Cette dualité se reflète dans le modèle choisi : le pôle de Cherbourg Port militaire, plus spécifiquement tourné vers les forces ; et le pôle de Querqueville-Caen, centré sur les organismes de formation, qui apportent des prestations adaptées aux soutenus* ».

### « Soutenir ensemble » les forces maritimes...

À travers la création du pôle Cherbourg Port militaire en 2022, le GSBdD apporte son soutien dans un port qui ne cesse de monter en puissance avec des moyens nautiques de plus en plus sollicités, notamment à travers l'actualité de lutte contre l'immigration illégale en Manche Mer du Nord. Un soutien au plus près des forces en évolution, de qualité et à l'écoute des besoins Marine, grâce à un « esprit arsenal » très présent chez les soutenus, militaires comme civils. « *La proximité avec la Marine nationale est géographique, mais elle se traduit également dans l'identité du personnel soutenant, où l'on retrouve « l'esprit arsenal ». Ainsi, outre ses 86% de marins parmi le personnel militaire, le GSBdD de Cherbourg, qui est le plus monocolore des trois GS portuaires, est aussi le plus civilianisé de France, à hauteur de 72%. C'est un bon exemple de synergie entre les différentes catégories de person-*



*nels, avec une structure adaptée à la qualité du soutien, répondant aux besoins Marine* », témoigne le CRC2 Gérald. Un engagement des soutenus, qui explique parfaitement la devise du GSBdD : « Soutenir ensemble ».

### ...et les écoles

Outre le fonctionnement bipôle de l'organisme, le GSBdD de Cherbourg a adapté son activité et son organisation pour répondre au mieux aux attentes des soutenus. Un soutien orienté « formation », apporté auprès des 3 écoles du site de Querqueville : l'école des spécialités du commissariat des armées (ESCA), l'école des matelots de Cherbourg (EMAC) et l'école des applications militaires de l'énergie atomique (EAMEA). Un flux de plus de 6 000 élèves par an, faisant ainsi du site de Querqueville un véritable « campus » soutenu par le GSBdD de Cherbourg qui s'adapte aux besoins des unités en matière de soutien commun (habillement, restauration hébergement) mais également d'administration générale, avec la création d'une section incorporation et gestion des élèves (IGE) au sein du bureau personnel militaire (BPM). Structure unique en France, cette section, composée de trois personnes, est un véritable « BARH miniature » pour les élèves marins des écoles, avec une gestion annuelle de près de 1 400 élèves. ■

## Zoom sur...

### L'atelier broderie/couture/tapisserie du GSBdD de Cherbourg

Le GSBdD de Cherbourg présente un particularisme unique : son atelier broderie/couture/tapisserie.

Composé de 4 personnels civils de la défense, l'atelier est en charge de la confection, la réparation et la rénovation de tout type de matériel Marine ou SCA (écussons, bandes patronymiques, toiles de pudeur (toiles déployées le long des coupées pour préserver l'intimité des dames), tapis d'embarcation, vestes de mer), au profit des unités locales, mais pas seulement. Le plan de charge, transmis par le CIEC, est unique et national. Ce savoir-faire rare est recherché et nécessite un travail fin avec de hautes compétences.

*Fun fact* : la dernière commande CIEC a été émise dans le cadre... des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ! L'atelier a été missionné, au même titre que pour l'opération SENTINELLE, pour confectionner des patchs pour les Jeux à Paris l'été prochain.



**La simplification permet d'être plus efficace et plus performant. Plus on délivre un soutien de qualité, plus les soutenus pourront se consacrer à leur mission principale. C'est un véritable levier de rééquilibrage du rapport charge/moyens.**



## Lydia, conseillère simplification auprès du directeur central du SCA

Supprimer tout ce qui est inutile. Même si cela relève du bon sens, cette démarche se doit d'être organisée et structurée. Le SCA l'a bien compris en en faisant une priorité de sa feuille de route et en nommant un conseiller simplification, membre du comité directeur. C'est là que Lydia entre en jeu. Nous sommes donc allés à sa rencontre pour en savoir plus sur ce poste atypique qui soulève de nombreuses interrogations. Qu'est-ce que la simplification ? Quel en est l'objectif ? Comment s'y prendre ? Réponses avec Lydia.

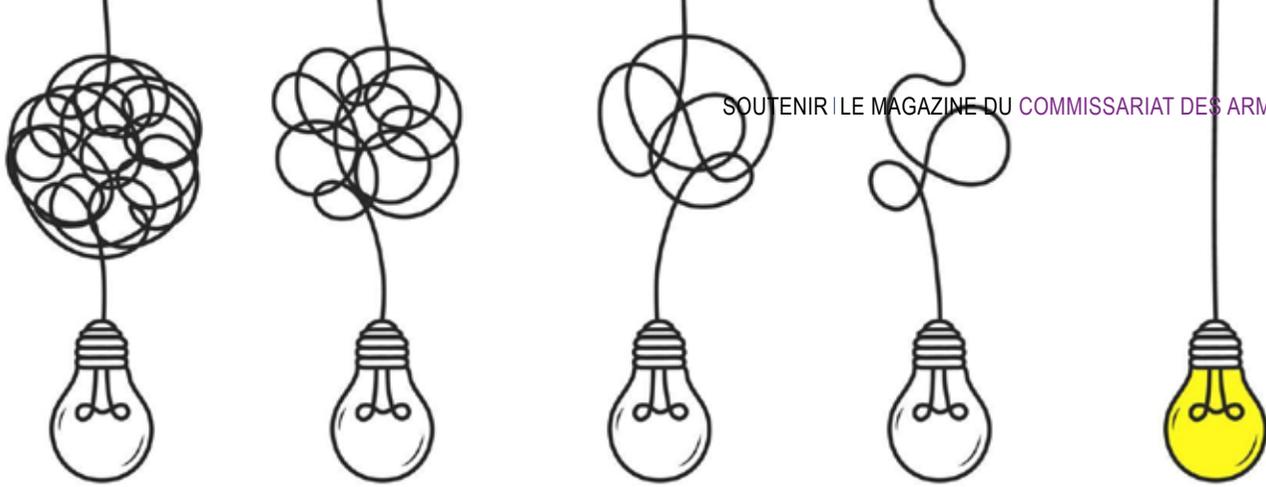
Lydia a débuté sa carrière professionnelle dans le secteur privé en travaillant à l'international sur des projets pétroliers et gaziers. Gestion contractuelle, financière et administrative rythmaient ses journées, jusqu'à ce qu'elle décide de devenir consultante en organisation. Hasard ou destin, l'un de ses clients était le Commissariat des armées, pour qui elle a notamment contribué à définir le concept ATLAS et à le déployer. Mais avant de rejoindre le SCA en mars 2023, Lydia pilote des projets interministériels de simplification au sein de la délégation à la transformation et à la performance ministérielle du Secrétariat général pour l'administration (SGA). Deux ans plus tard, sa mission terminée au SGA, elle saisit l'opportunité de s'engager sur le poste de conseillère simplification auprès du directeur central du SCA et de chargée de mission auprès du sous-directeur performance synthèse.

*« J'ai une sorte d'admiration pour le ministère et pour le SCA. C'est un service dynamique avec une vraie implication et un réel engagement. On sent une réelle volonté de satisfaire les besoins des soutenus. Selon moi, c'est ce qui représente le ministère des*

*Armées et c'est ce que je n'ai pas réussi à trouver dans le privé. Un aspect de mon dernier poste dans le privé consistait à faire du business. Ici, il n'y a plus cette notion de faire du chiffre à tout prix. Le sens prime ».*

Si le sens prime pour Lydia, la simplification reste une volonté gouvernementale et une ambition pour le SCA. Missionné sur ce sujet par le Président Emmanuel MACRON, le ministre des Armées Sébastien LECORNU a déclaré : *« Je vais essayer d'apporter un choc de simplification, un choc de confiance ».*

Pour Lydia, le cahier simplification a été le point de départ de sa mission. Déjà en chantier lorsqu'elle est arrivée sur son poste, c'est la tête la première que Lydia s'est jetée dans le bain pour finaliser ce projet. *« Ce cahier est un outil de valorisation et de communication du SCA. Il sera enrichi par d'autres mesures et rediffusé une à deux fois par an ».* Pour atteindre cet objectif, Lydia a rencontré les principaux interlocuteurs au sein du service pour établir un bilan chiffré et ainsi proposer une démarche à la direction du Commissariat. *« L'idée était d'identifier et de valoriser toutes les actions de simplification initiées au profit des soutenus et des soutenus ».* Elle ajoute : *« Ces travaux illustrent une partie de ma mission, à savoir simplifier la relation aux formations soutenues et aux usagers et alléger la charge de travail des soutenus ».* La finalité recherchée : être plus efficace et plus performant tout en améliorant la qualité de vie au travail et en supprimant les irritants du quotidien. Plus le SCA délivre un soutien de qualité aux procédures simplifiées, plus les soutenus vont pouvoir se consacrer à leur mission principale et éviter de dépenser du temps dans des démarches administratives.



En parallèle de ce cahier, Lydia travaille sur une politique de simplification. Elle vise à définir la stratégie de simplification du SCA, ensuite déclinée dans les six domaines suivants : offre de service et appel au soutien, administration, normes et gestion documentaire, RH et culture, management de l'information, innovation et prospective. Elle sera diffusée à l'automne 2023.

L'importance donnée à la simplification à tous les niveaux dans un objectif de performance et d'efficacité est vertueuse. Il était donc tout à fait naturel pour le SCA de créer un poste dédié à cette activité. « *Consacrer un poste à cette fonction, c'est faire en sorte qu'elle s'intègre dans l'esprit de tous, qu'elle devienne un réflexe du quotidien. En réalité, tout le monde en fait mais l'idée est d'aller encore plus loin et de manière structurée.* » Le rôle du conseiller simplification est d'accompagner les acteurs du SCA dans la mise en œuvre de leur démarche en instaurant un cadre méthodologique.

Lydia est optimiste sur le fait de voir apparaître rapidement les premiers résultats de la mise en œuvre de la politique. Le SCA a déjà créé « *un réseau de correspondants innovation, numérique et*

*simplification (CINS). Répartis sur l'ensemble du territoire, ils représentent les ambassadeurs de la simplification et forment un panel utilisateurs pour tester les mesures identifiées* ». Lydia devra animer ces acteurs pour faire vivre la simplification en lien étroit avec l'ensemble des composantes du Service. ■



### **SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES : « DITES-LE-NOUS UNE FOIS »**

**Le SCA souhaite mettre la confiance et la simplification au cœur des relations entre les souteneurs et les soutenus. Pour ce faire, l'approche « Dites-le-nous une fois » vise à simplifier les démarches des soutenus en évitant de leur demander de ressaisir systématiquement des informations ou de fournir des pièces justificatives que d'autres entités possèdent déjà, ce grâce à un partage automatique des données.**

**Cette approche est l'un des leviers de simplification qu'utilise Lydia.**



**Feuilleter**

Le cahier SIMPLIFICATION





## Devenir le Sylvain Tesson des océans

### Charles, de commissaire embarqué à cycliste aventurier

En tant que fils et petit-fils de commissaires de la Marine, Charles entretient depuis son plus jeune âge un lien particulier avec le service du commissariat des armées. C'est donc tout naturellement qu'après ses études supérieures, il décide de signer un contrat de volontaire aspirant commissaire (VAC) embarqué sur la frégate La Fayette. Une année en mer, où se sont entremêlés son désir de servir une cause, son envie de liberté et sa passion pour le milieu marin. Une année qui a vu mûrir un projet fou : celui de parcourir la Route de la Soie en vélo au profit de la préservation des coraux.  
Rencontre.

25 ans et tout juste diplômé d'une école de commerce, Charles choisit de s'engager en tant que volontaire aspirant commissaire embarqué. « *Ayant grandi dans un environnement militaire, et marin en particulier, j'avais toujours voulu découvrir ce milieu qui me fascinait depuis tout petit* ».



Lever de soleil en Cappadoce, Turquie



Après une formation à l'École des commissaires des armées où il apprend à vivre au rythme d'un militaire, à marcher au pas, à se présenter au drapeau ou encore à tirer, il embarque pour plusieurs semaines sur la frégate La Fayette.

À bord, il est l'adjoint du commissaire. « *Mon rôle était très polyvalent, je devais être capable de passer d'une mission à une autre très rapidement. Les bâtiments de la Marine nationale sont comme des entreprises flottantes : il y a un service juridique, un service financier, une cellule audit, de l'administration générale et des ressources humaines. En tant que VAC embarqué, j'étais chargé d'encadrer tout le personnel du soutien et de les superviser, afin de m'assurer que les missions de soutien soient bien remplies* ». Réception des vivres lors des escales, relations publiques, accompagnement du commandement lors des visites officielles, responsable des aspects juridiques comme le narcotrafic en océan Indien... autant de missions fascinantes, exigeantes et enrichissantes que Charles a exercées pendant son année en tant que VAC embarqué. « *Cette année au sein du SCA m'a permis de mettre en œuvre des capacités de leadership et d'encadrement. Sur le plan humain, ce fut l'occasion pour moi de découvrir la vie en équipage, de pouvoir vivre en groupe, de partir en mission à l'étranger, de voir du pays* ».



*J'ai le sentiment d'avoir vécu une année riche et intense dans un milieu humain d'exception ».*

Une année passée en mer durant laquelle il a développé un goût pour l'aventure, une volonté de se dépasser et qui est à l'origine d'un projet : celui de troquer le bateau pour le vélo et de parcourir plus de 16 000 km au nom de la préservation de l'« or bleu ».

*« J'ai toujours eu un lien particulier avec l'océan. Mon année en tant que commissaire volontaire embarqué a confirmé ma connexion au milieu marin. J'ai donc souhaité construire un projet qui a du sens et m'engager pour la préservation de la biodiversité marine ».*

C'est à Cherbourg, là où est né Charles, que l'aventure débute le 18 juin 2022. Objectif ? Rejoindre le Vietnam en suivant la Route de la Soie. Un départ de l'Atlantique pour rejoindre le Pacifique par les terres. 16 000 km à parcourir pour une cause qui lui tient à cœur : celle de renouer avec le milieu marin en récoltant des fonds pour l'association *Coral Gardeners* qui œuvre pour la préservation des coraux. *« Je souhaitais faire quelque chose qui a du sens, qui apporte quelque chose à la société ; faire connaître un environnement que l'on connaît très peu pour mieux le préserver. Ce projet, ce n'est pas juste une aventure égoïste, je souhaite qu'elle serve au plus grand nombre. Ces valeurs de sens du service et de partage, que je tiens de mon éducation militaire et de mon expérience en tant que commissaire volontaire aspirant, je souhaite les mettre en lumière et les partager avec tous ».*

Quatre mois. 200 kilomètres par jour. 21 pays traversés. Et son lot de péripéties. *« J'ai dû faire face à beaucoup d'instabilités géopolitiques, j'ai traversé l'Asie centrale au moment où la Russie entrait en guerre, de nombreux pays faisaient face à des révoltes comme l'Iran par exemple, le Pakistan était fermé pour des raisons environnementales suite à de fortes inondations... j'ai dû adapter mon itinéraire mais j'ai atteint l'objectif que je m'étais fixé : aller d'un océan à l'autre par les terres. Et j'en ai tiré les leçons que j'espérais ».* En effet, cette aventure sportive et humaine lui a permis de se surpasser, de soutenir une cause qui lui importe et de donner du sens à sa mission. Un périple qui a conduit à la récolte de 11 000€ au profit de l'association tahitienne *Coral Gardeners*, permettant à 4 000 coraux d'être préservés, restaurés et réintégrés dans leur milieu naturel : l'océan.

Et après tout ça ?

Charles compte de nouveau mettre les voiles. *« J'ai l'intention de remonter sur mon vélo et de continuer à rouler pour cette cause qui me tient à cœur. Après une traversée de la Suisse d'ouest en est à l'été 2023, je prévois un tour du monde des océans par les terres en 2024 »*, nous confie-t-il.

Il ne nous reste plus qu'à lui souhaiter bon vent ! ■

LE JEU



VERTICAL

- 1. Start-up qui a lancé l'outil Scan Gaspi
- 2. Mode de production qui a recours à des pratiques agricoles et d'élevage, soucieuses du respect des équilibre naturels
- 3. Loi visant à favoriser une alimentation saine, sûre et durable pour tous
- 5. Pratiquer des expériences destinées à étudier quelque chose
- 9. Doctrine visant à un meilleur équilibre entre l'homme et son environnement naturel ainsi qu'à la protection de ce dernier
- 10. Aptitude à surmonter des événements désagréables en vue du retour à l'équilibre
- 11. Restes de repas ou de préparation de repas
- 12. Repas en conserve ou pré-emballé, transporté par les militaires

HORIZONTAL

- 4. Opération de revalorisation par laquelle les déchets sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins
- 6. Conditionnement ou emballage
- 7. Régime alimentaire excluant toute chair animale (viande, poisson)
- 8. Service numérique permettant de déclarer son taux d'approvisionnement durable
- 13. Matière organique interdite à l'usage en restauration collective
- 14. Équipement de lit dont le SCA donnera une seconde vie à l'issue des JOP 2024
- 15. Étiquette ou marque sur un produit pour en garantir l'origine et la qualité

Suivez le Commissariat des armées sur internet  
<https://www.defense.gouv.fr/commissariat>

Feuilletez **Le SCA** Vriez-vous ? en flashant ce QR CODE...



 TWITTER / X  
@SCArmees

 INSTAGRAM  
@Commissariat des armées

 YOUTUBE  
Commissariat des armées

 LINKEDIN  
Commissariat des armées

# Des aides personnalisées pour accompagner et soutenir les militaires et leur famille

La sécurité sociale des militaires intervient au quotidien, au-delà du périmètre de l'assurance maladie maternité, pour accompagner et soutenir les militaires et leur famille. Consciente des exigences et des contraintes de l'engagement au service de la Nation, la CNMSS soutient ces femmes et ces hommes lorsqu'ils affrontent des situations de vulnérabilité les affectant jusque dans leur sphère personnelle.



## Après une hospitalisation ou en cas de vulnérabilité

Une aide ménagère peut être accordée pour contribuer au maintien ou au retour à domicile d'un assuré fragilisé par la maladie, l'âge ou le handicap.

Il s'agit de l'aider en ce qui concerne l'entretien du logement, les courses, la préparation des repas. La participation de la CNMSS est calculée selon les ressources du foyer.

## Quand la famille doit s'adapter

Maladie d'un enfant ou de l'un des parents, grossesse pathologique, naissance d'un enfant avec un parent en mission ou en OPEX ou encore naissances multiples...

Dans toutes ces situations qui viennent modifier l'équilibre de la vie familiale, des heures d'aide ménagère entièrement prises en charge peuvent être accordées aux ressortissants du régime militaire.

## Pour aider ceux qui aident

La CNMSS participe au financement de nombreux dispositifs facilitant le répit aux aidants. S'il est affilié au régime militaire, l'aidant peut bénéficier d'une participation pour financer un séjour dans les centres Igesa ou l'un des séjours vacances organisés par France Alzheimer.



Téléchargez  
le formulaire  
de demande

**AVOIR ÉTÉ EN OPEX\***

**ET NE PAS PROFITER**

**DE LA RMC**



**C'EST COMME**

**ÉCHANGER UNE RATION**

**DE COMBAT FRANÇAISE**

**CONTRE UNE SEULE**

**RATION ÉTRANGÈRE**



**D'INFOS SUR  
VOS DROITS À LA RMC**

*Retraite Mutualiste du Combattant (RMC)  
contrat individuel de rente viagère différée*

- Vous avez participé au moins 90 jours à un conflit ou à une opération extérieure.
- Vous êtes détenteur de la carte du combattant ou du Titre de Reconnaissance de la Nation
- **Vérifiez votre éligibilité pour profiter des avantages uniques liés à la RMC**



**la France  
Mutualiste**

L'assurance d'un esprit de famille